

agir par la culture

LE TRIMESTRIEL DE PRESENCE ET ACTION CULTURELLES

dossier

LE TEMPS DES POSTCOLONIES



FIG. 12. — Casque colonial.

Portrait :
Vincent de Coorebyter

Réflexions :
Vers une pluralité des sciences

Médias :
La culture du résultat



" Nous aimons la vie, autant que possible..." (Mamhoud Darwish)

Janvier 2013 : Première présentation du projet "Al Manara" à Tournai.

Il s'agit d'une création entre musiciens palestiniens et belges sous la direction de Ramzi Abu Redwan et Eloi Baudimont. Création mondiale, le 30 Août en la Cathédrale de Tournai en ouverture du festival "Les Innatendues".

Un projet de coopération culturelle initié par Présence et Action Culturelles en partenariat avec la Maison de la Culture de Tournai, Notele et Ubu. Avec le soutien de la Province du Hainaut, de Wallonie Bruxelles International, de la Wallonie et de la Fédération Wallonie Bruxelles.

ÉDITO

Arcelor, Duferco, Ford Genk, Caterpillar ... La litanie des fermetures et des délocalisations qui plongent des milliers de familles dans l'incertitude et la précarité n'en finit pas. Rien de nouveau sous le soleil du capitalisme financier ?

Il y a au moins trois leçons à tirer de l'évolution de la situation sociale :

D'abord, la montée en puissance d'un cynisme affiché du côté des entreprises transnationales. Seul le profit immédiat des actionnaires compte et les travailleurs sont utilisés comme des kleenex. Je te prends, je te jette... La compétitivité des entreprises n'est décidément pas compatible avec les états d'âmes.

Ensuite, l'absence de volonté européenne de mettre en place une véritable politique de relance industrielle alors que dans le même temps la Commission décide de réduire de 60% l'aide alimentaire aux plus démunis. Un nouveau plan européen sur l'acier est prévu pour juin... Trop tard ?

Enfin, l'absolue nécessité de reprogrammer les objectifs d'équilibre budgétaire imposés par les grands argentiers de la planète et la mise en place d'une politique fiscale concertée visant la taxation des transactions financières et les plus-values sur actions.

Face à ces défis, la gauche belge et européenne doit, au-delà des solidarités proclamées, inventer un nouveau modèle économique et social qui marque une vraie rupture avec les crises systémiques qui déstabilisent en profondeur le système et privent de perspectives des centaines de millions de travailleurs dans le monde. Toute l'histoire du Mouvement ouvrier s'est construite sur une conviction forte : nos combats sociaux permettront à nos enfants de vivre mieux demain. Cent vingt ans plus tard, la conviction s'est quasiment inversée et le Mouvement ouvrier se cherche une nouvelle boussole afin de tracer de nouvelles perspectives émancipatrices et redonner à chacun du pouvoir sur sa vie et redessiner ensemble un destin commun fondé sur l'égalité et la justice sociale.

Cet aggiornamento idéologique est d'autant plus indispensable que l'impuissance relative et parfois bien réelle de nos mandataires alimente le poujadisme et la montée en puissance des courants populistes et nationalistes. C'est donc bien le modèle dit « démocratique » qui pourrait passer à la trappe.

Réfléchir ensemble et serrer les rangs. A gauche toute ! Les forces sociales, associatives et politiques de la gauche doivent se redonner des espaces forts de coopération pour créer de vrais rapports de force face à la droite décomplexée et aux populistes de tous poils.

Allez on y va, y a du taf !!!

Yanic Samzun

Directeur de la publication

Secrétaire Général de Présence et Action Culturelles

2	TEMPS FORT
4	PORTRAIT CULTUREL VINCENT DE COORBYTER : DES CHIFFRES ET DES LETTRES
7	PROPOS INTEMPESTIFS LE POLITIQUE ET LA POLITIQUE PAR JEAN CORNIL
8	CÔTÉ NORD ANNE TERESA DE KEERSMAEKER : MA MARCHÉ EST MA DANSE
<div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px 0;"> <p>DOSSIER : LE TEMPS DES POSTCOLONIES QUAND LA PÉRIODE COLONIALE IRRIGUE ENCORE NOTRE PRÉSENT</p> </div>	
10	LA DIMENSION POSTCOLONIALE PAR AURÉLIEN BERTHIER
11	ALAIN BROSSAT : CONSIDÉRER LE POSTCOLONIAL, RECONNAÎTRE LE COLONIALISME
13	RETOUR SUR L'ASSASSINAT DE LUMUMBA PAR AURÉLIEN BERTHIER ET JEAN CORNIL
14	SARAH DEMART : PRÉSENCE CONGOLAISE À BRUXELLES ET POSTCOLONIALISMES
16	NÉOCOLONIALISME POLITICO-ÉCONOMIQUE : DES STIGMATES AUX REMISES EN CAUSE PAR ARNAUD ZACHARIE
18	TINTIN AU CONGO SOUS L'ANGLE DU POSTCOLONIALISME PAR ANTOINE TSHITUNGU KONGOLO
19	À BAS LA CULTURE GODZILLA PAR DENIS DARGENT
20	RÉFLEXIONS ISABELLE STENGERS : VERS UNE PLURALITÉ DES SCIENCES
22	MÉDIAS POURQUOI LA CULTURE DU RÉSULTAT MOBILISE LES MÉDIAS PAR MARC SINNAËVE
24	ACTION PASCALE BODINAUX (SOLSOC) : 50 ANS PLUS TARD, SOLIDARITÉ SOCIALISTE CROIT TOUJOURS AUX RÉVOLUTIONS
26	L'AIR DU TEMPS « LA VIE EST BELLE, MAAR 'T GAAT ZO SNEL... » PAR DANIEL ADAM
27	DÉCOUVERTES



VINCENT DE COOREBYTER : DES CHIFFRES ET DES LETTRES

Vincent de Coorebyter est un homme attachant, subtil analyste des méandres politiques de notre pays comme de la pensée de Jean-Paul Sartre. Directeur général du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) jusque récemment, en partance pour devenir Professeur de philosophie à l'ULB, membre de l'Académie royale de Belgique, il est un témoin privilégié des évolutions politiques, académiques et sociétales de notre temps. Rencontre avec un intellectuel tout en finesse et en humilité.

Qu'est-ce qui a fait qu'à un moment vous êtes passé des analyses des résultats électoraux sur les plateaux de télévision au choix de la philosophie politique et de l'enseignement à l'ULB ?

Depuis mes études jusqu'en 1998, à la fin de ma thèse, juste avant de rentrer au Crisp, j'ai été avant tout un philosophe. Mais déjà, pour gagner ma vie et par intérêt citoyen, j'ai travaillé sur des questions politiques, des questions de politique culturelle, de politique sociale, de sociologie de l'immigration. J'étais un philosophe un peu curieux, dans les deux sens du terme (étrange et curieux), curieux de problématiques non philosophiques. Quand Xavier Mabille m'a demandé si je voulais entrer au Crisp, j'ai donné mon accord mais à deux conditions.

La première était de ne pas faire les soirées électorales, car je n'avais aucune envie de passer à la télévision et de devoir rester des heures sur un plateau à manipuler des chiffres alors que j'ai une mémoire assez mauvaise. Condition qui n'a pas été respectée parce qu'on n'échappe pas à une certaine logique qui veut que ce soit le directeur général du Crisp qui représente l'institution et qui participe aux soirées électorales de la RTBF. De plus, le maniement des chiffres m'a amusé, une fois que j'ai trouvé le moyen de pallier les défaillances de ma mémoire.

Ma deuxième condition, ne pas prester un temps plein, a été respectée. Je voulais un temps légèrement partiel pour avoir des week-ends prolongés qui me permettraient de garder une activité philosophique pure et dure, notamment autour de Sartre. Je venais de finir une thèse, que je voulais publier. Et je souhaitais publier des textes inédits de Sartre, et continuer à faire des commentaires philosophiques à travers Sartre, qui est un continent à lui seul. C'est une œuvre au carrefour du marxisme, beaucoup ; du structuralisme, parfois ; de la psychanalyse, de plus en plus souvent au fil des textes ; de l'histoire, de la sociologie... Cette œuvre m'a toujours intéressé parce qu'elle débordait des cadres étroits de la philosophie tout en ayant une très haute teneur conceptuelle.

Au Crisp, j'ai en quelque sorte maintenu le déséquilibre en inversant les proportions. Plutôt que d'être un philosophe faisant un peu

d'études politiques, j'ai été un politologue professionnel qui continuait à faire un peu d'études philosophiques.

J'ai été candidat à cette chaire qui s'ouvrait à l'ULB car elle est mixte, parce que c'est une chaire à cheval sur la Faculté de philosophie et lettres et sur la Faculté de droit. En Philosophie et lettres, il faut donner un enseignement philosophique mais ouvert aux problèmes de société ; et, en Droit, il faut traiter de questions politiques et juridiques comme la démocratie et la laïcité mais en tant que philosophe. Mon double parcours qui, jusque-là me paraissait toujours être un handicap, est devenu tout à coup un avantage. J'ai donc fait le choix de renouer avec une activité plus philosophique, un peu plus libre, plus personnelle, mais sans perdre le contact avec ce que j'ai pu apprendre grâce au Crisp.

Vous avez joué un rôle très important dans « Charte 91 ». Pouvez-vous nous rappeler les circonstances de la naissance de ce mouvement ?

« Charte 91 » est née comme le prolongement, le clone, « de Charta 91 » créée un an auparavant, dès 1992, par un certain nombre d'intellectuels progressistes flamands en réaction à ce que l'on a appelé le « dimanche noir » : les élections du 24 novembre 1991 qui avaient vu le Vlaams Blok passer de 3 à 10% des voix en Flandre.

Le traumatisme avait été moins fort du côté francophone. Les résultats de l'extrême droite

n'étaient pas les mêmes mais le constat était identique : il y avait une menace du côté de l'extrême droite, et un problème plus profond qui est l'apolitisme. Aujourd'hui encore, l'extrême droite et le populisme traduisent une crise profonde du politique qui interpelle des intellectuels de tous horizons. Je me sentais très à l'aise dans ce cadre-là parce que c'est un cadre qui respectait la liberté de réflexion et d'intervention de chacun. Le mouvement rassemblait plutôt des personnes de tonalité progressiste, bien que l'on ne se soit jamais inquiété de savoir d'où venaient les uns et les autres, ni s'il y avait un quelconque équilibre des tendances. Il y a eu des discussions qui montraient bien la diversité interne. Le socle de valeurs était très net, mais limité : réfléchir aux conditions qui permettaient d'endiguer l'extrême droite. Il n'était pas question de répliquer à l'extrême droite en alimentant un certain apolitisme ou une certaine critique agressive de la démocratie ou de la politique, mais, en même temps, on devait avoir une liberté de ton à l'égard du système politique tel qu'il fonctionne parce que ce système était manifestement en crise.

Plus de 20 ans après, les objectifs de la Charte 91 ont-ils été remplis ?

La crise de la représentation, la crise du politique, une certaine désaffection à l'égard du politique, tout cela est toujours présent. Par contre, sur le moment même, un certain nombre de personnes ont trouvé dans ce cadre de Charte 91 une occasion de remobilisation, avec des entrées en politique de personnes qui étaient des intellectuels en vue, mais détachés de la chose politique, qui se sont resensibilisés à la question de l'action publique. Charte 91 les a aidé à rejoindre la politique au moment même où elle était en crise. Ce qui n'était pas un résultat négligeable.

Je crois que, très modestement, nous avons contribué à faire avancer l'un ou l'autre débat. En tout cas, Charte 91 a joué un rôle en amont du tissage d'un double cordon sanitaire à l'égard de l'extrême droite dans l'espace francophone : pas seulement un cordon au plan strictement politique, mais aussi au plan médiatique et intellectuel à partir du milieu des années 1990. Il y a eu une sorte de décision

collective, des partis, des associations, des médias, des intellectuels, pour ne pas alimenter certains types de débats autour de l'immigration dans les termes mêmes de l'extrême droite, et de découpler la question de l'immigration des débats politiques qui la pervertissaient. Nous avons contribué – un peu – à mettre de la rationalité et de la distance dans un débat passionnel.

Quel regard portez-vous sur l'attitude des médias et son rapport au politique ?

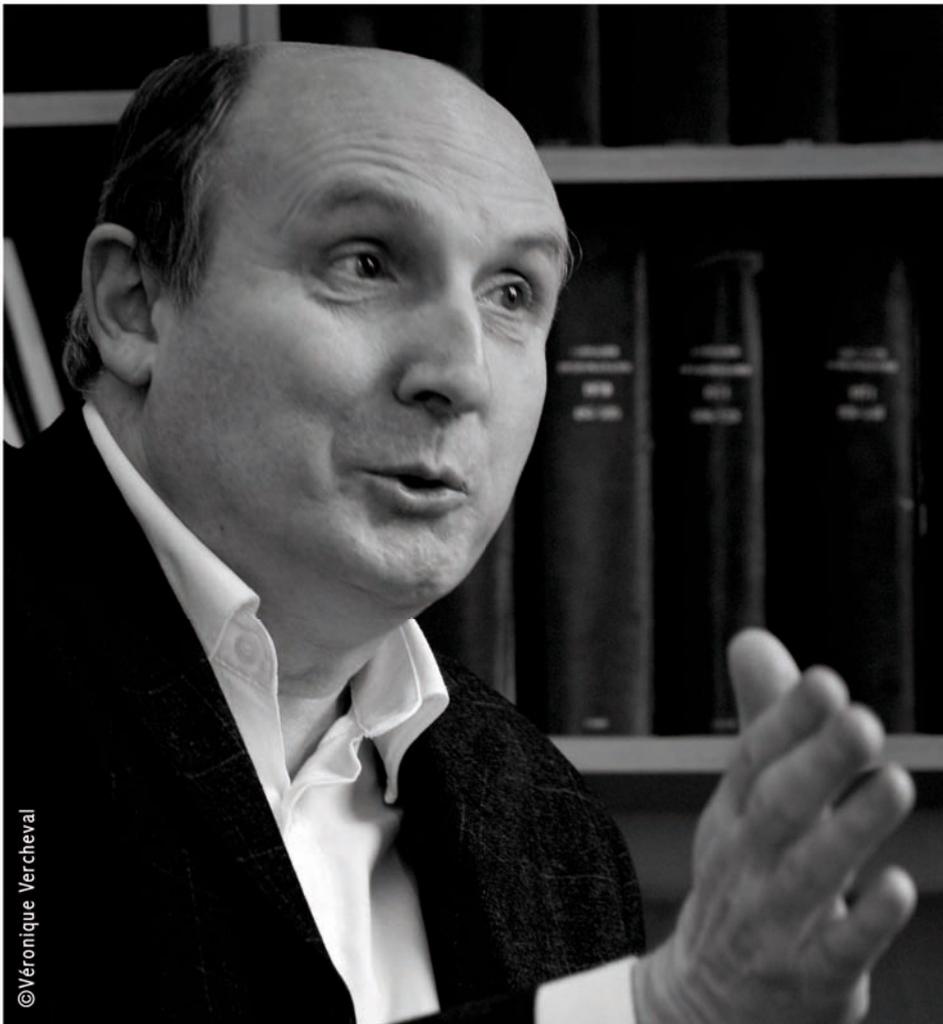
Pour les médias, j'ai deux soucis. Le premier est le plus important : c'est la tentation constante de l'hyperbole. On est face à un événement un peu étonnant, et, une fois traité par les médias, cela devient une sorte de tremblement de terre. Souvent l'événement étonnant résulte de la prise de position un peu aventureuse de l'un ou l'autre acteur politique plus nerveux que d'autres à ce moment-là. Et les médias, au lieu de contribuer à calmer le jeu et à ramener l'agitation à ses justes proportions, par une attitude d'information, de recul critique, de mise en perspective, vont au contraire assez souvent avoir la tentation de l'hyperbole, c'est-à-dire d'en rajouter, de donner à cet événement une caisse de résonance, une importance qu'il ne mérite pas.

Comme pour la libération de Michèle Martin ?

Effectivement, la libération de Michèle Martin, ou l'éventualité de voir Marc Dutroux obtenir le droit de quitter la prison avec un bracelet électronique... Ce à quoi presque personne ne croyait, mais qui a été présenté dans certains médias comme une menace sérieuse qui faisait courir des frissons sur toute la Belgique.

Mais je pensais aussi à des événements politiques, à des moments de tension politique qui voient les médias rajouter à la tension, ou à des stratégies par lesquelles les acteurs essaient d'attirer l'attention sur eux par des positions fracassantes, et qui conduisent les médias à favoriser ces stratégies en donnant une caisse de résonance tout à fait excessive à ce type de phénomène.

La deuxième réserve, c'est le constat qu'il y a un renversement, dans les médias, quant à la part respective de l'information et du commentaire. La place de l'information, de la recherche de l'information, de



©Véronique Vercheval

l'approfondissement de l'information, se réduit, alors que la place du commentaire, de l'éditorial, de la mise en débat, du forum, qu'il soit citoyen ou pas citoyen, devient de plus en plus importante. Or, en règle générale, ce n'est pas là qu'il y a des idées les plus pertinentes ou les plus nouvelles qui se développent. Cela tourne très vite à vide. Il y a une sorte d'intrusion dans le monde des médias de ce qu'on appelle le « café du commerce »...

Internet ne favorise-t-il pas encore plus le fait que tout le monde commente tout ?

Il y a un certain nombre de personnes qui confondent la « e-démocratie », c'est-à-dire la discussion libre sur l'exercice de pouvoir, avec la démocratie, c'est-à-dire la participation effective à l'exercice du pouvoir. Je suis très heureux que le citoyen puisse parler de politique, mais parler de politique, ce n'est pas intervenir en politique ni peser sur la politique. Et de fait, les médias, voulant être connectés à la société telle qu'elle est, ont tendance à accompagner ce mouvement et à y consacrer un temps, une énergie, des moyens financiers parfois qui ne sont plus disponibles pour la recherche d'information.



©Véronique Vercheval

De votre point de vue, quel est l'enjeu aujourd'hui de l'enseignement de la philosophie dans une université comme l'ULB ?

L'enjeu de l'enseignement a toujours été de faire comprendre et de faire apprécier. En philosophie, le défi premier, c'est que pour apprécier il faut comprendre et que pour comprendre il faut lire. Pour lire il faut savoir lire. Il faut avoir le temps de lire, il faut avoir le temps de relire et il faut avoir les armes pour comprendre. Il y a une opacité, il y a une difficulté, il y a une technicité, il y a une virtuosité des discours philosophiques qui sont des obstacles à l'entrée pleine et entière des étudiants dans les textes.

Une tendance pédagogique en vogue tend à repousser le plus tard possible l'approche des doctrines, des concepts, de ce qui est plus abstrait, de ce qui est plus exigeant, pour favoriser d'abord une approche modeste et inductive, fondée sur la découverte de l'un ou l'autre fait et sur l'interprétation de ces faits à partir de documents eux-mêmes factuels.

Je ne crois pas que cela soit efficace. Quand on repousse la confrontation avec des matières plus exigeantes, je ne suis pas sûr que l'on donne, à la place, des armes qui soient suffisantes pour chacun. A l'université il faut, dès la première année, se confronter à de grands textes, à de grands auteurs, à de grandes problématiques. Et des étudiants qui n'ont jamais eu la moindre approche d'un minimum de conceptualité, de cadres un peu théoriques, de ce que signifie construire une pensée ou construire une compréhension, doivent le faire dès le premier cours. Ce qui ne me paraît pas très heureux. Il y a une question de continuum entre enseignement secondaire et université qui me paraît posée. On le dit beaucoup dans le débat public. Cela ne veut pas dire que cela s'imprime dans les pédagogies.

Quel grand roman vous a touché dernièrement ?

La trilogie « Millénium ». Fasciné et fascinant. Assez extraordinaire. J'ai lu les trois tomes en une semaine en vacances. « Middlesex » de Jeffrey Eugenides. Un souvenir éblouissant. Un livre d'une finesse psychologique mais aussi d'une force romanesque extraordinaires. C'est l'histoire d'une fille qui se découvre herma-

phrodite au fil de toute une série d'épreuves. C'est un roman sur plusieurs générations d'émigrants qui s'installent au Etats-Unis et qui traversent l'histoire des Etats-Unis, un certain nombre de lieux et de problématiques américaines : la tension raciale, la domination économique, l'exploitation au travail. C'est un livre terriblement cinématographique. En permanence on visualise les personnages. « Ada ou l'Ardeur » de Vladimir Nabokov. Je l'ai lu deux fois. Une première fois sans comprendre. Au terme de la seconde lecture, j'ai cru avoir compris les relations exactes entre les protagonistes, mais sans en être sûr. C'est un moment extraordinaire de déroutement permanent où tout est allusif, crypté, d'une sensualité à fleur de peau et où, à la fois, rien n'est explicite. On est devant une sorte de gouffre qu'on longe en se demandant si l'auteur va encore ajouter des termes inconnus, des situations inimaginables. C'est encore plus difficile à lire que « Lolita ».

Et au niveau cinématographique ?

« 2001, Odyssée de l'espace » de Stanley Kubrick. Le plus grand cinéaste. Si le cinéma n'est que du théâtre filmé avec de la musique en plus, il n'apporte pas grand-chose de spécifique. Avec Kubrick, il apporte une dimension plastique et métaphysique, on est scotché dans son fauteuil. C'est fabuleux.

Le livre de Sartre à lire aujourd'hui pour les jeunes générations ?

« La Nausée », même s'il m'a fallu vingt ans pour la comprendre.

Propos recueillis par
Jean Cornil
et Yanic Samzun

Retrouvez cette interview en version longue sur www.agirparlaculture.be

Nous voulons exprimer ici notre profonde tristesse devant la disparition de Xavier Mabille, homme de conviction et d'une vertigineuse culture, tant historique que littéraire. Xavier avait eu l'extrême gentillesse de postfacier de manière originale « Le petit dictionnaire amoureux des socialismes » édité par PAC.

Jean Cornil

Yanic Samzun



LE POLITIQUE ET LA POLITIQUE

Cette chronique intempestive est par nature audacieuse et sereinement provocatrice. Tant les propos convenus, le règne du banal et du prosaïque, la pensée normalisée, les évidences trompeuses et les slogans réducteurs, nourrissent discours et narrations de l'actualité du monde. Ce qui m'importe ici, à la différence des vents médiatiques dominants, ce sont les questions et non les réponses. L'ouverture à l'interrogation et non le programme commun avec prière d'applaudir en congrès.

Une question me taraude : la petite distinction d'article entre *le* et *la* politique, a-t-elle une signification autre que la symbolique linguistique un peu prétentieuse qu'elle entend au premier abord traduire ?

En commentant l'œuvre de Fernand Braudel, Jacques Julliard, dans sa superbe histoire des gauches en France, apporte une première nuance entre le politique et la politique. À la seconde, correspond la poussière de l'événement et « l'écume des jours qui recouvre d'une fine couche d'insignifiance notre vie quotidienne ». À la première répond l'immutabilité du « temps long », expérience humaine subie par les structures profondes de la continuité historique, l'héritage plutôt que la volonté.

Mais c'est principalement l'œuvre de Régis Debray, qui ne cesse de m'interpeller, et notamment sa critique de la raison politique où le philosophe affirme que la politique lui a longtemps caché le politique, qui éclaire lumineusement ce changement de voyelle. Que veut démontrer Régis Debray ? Qu'en politique rien ne bouge jamais fondamentalement, que

l'histoire bégaie, que « *le temps politique est précisément celui qui ne passe pas* ». « Certes, écrit Jean Tellez, tous les acteurs politiques, révolutionnaires, militants, socialistes, réformistes, libéraux pensent exactement le contraire. Cela est d'ailleurs inévitable : on ne s'engage qu'à la condition de croire en la portée décisive de l'action collective qui pourrait produire un monde meilleur ». La politique, cette incessante activité qui veut transformer la société, cache le politique, « *les principes qui structurent en profondeur les sociétés en les immobilisant à tout jamais* ».

Pour le dire autrement, la constante anthropologique de l'homme, la religion, neutralise et structure tous les élans révolutionnaires transformateurs du monde. « *On commence dans la fête et on finit dans la cérémonie* ». La politique, « *l'art de gérer l'impuissance* », se heurte sans cesse au politique, c'est-à-dire l'ensemble des mécanismes, la plupart du temps inconscients, qui assurent la cohérence de la communauté et la domination, symbolique ou très concrète, des uns sur les autres. Car, écrit Régis Debray, « *les sociétés humaines sont naturellement religieuses (...) Dieu n'existe pas mais nous sommes politiquement condamnés à une existence collective d'essence théologique* ». « *Le surnaturel est indépassable. Se passer de religion est un luxe qu'aucune société ne peut se permettre* » écrit Jean Tellez. Là est très exactement le politique que seule l'illusion de la politique fait croire à l'émancipation, à la liberté et au libre arbitre.

Je ne sais si Debray à raison ou non, mais le moins qu'on puisse dire c'est que son argumentation serrée, que je survole ici de manière caricaturale, est intempestive et bouscule toutes nos croyances dans le caractère continu,

du progrès, de la raison, de l'espérance d'un avenir meilleur, de la laïcité, bref, tout l'esprit du Siècle des Lumières.

Bien évidemment, le monde se transforme. Nous passons aujourd'hui de la graphosphère à la vidéosphère. De l'écrit à l'écran. Du citoyen au consommateur. De la conviction à la séduction. Du héros à la star. Mais cette métamorphose, comme celle qui a présidé à l'invention de l'imprimerie, n'en laisse pas moins subsister les structures, dissimulées et constantes, qui organisent le nouveau champ de la modernité. Le débat est absolument passionnant mais vu les contingences de cet article, je ne vous aurai livré qu'un léger apéritif intellectuel.

Je crois cette infime distinction grammaticale cardinale. La politique nous cache bien le politique. Face à la croyance d'une philosophie progressiste de l'histoire, si à la mode depuis les Modernes, Régis Debray écrit qu'« *il existe un rapport constant entre les facteurs dits de progrès et les facteurs dits de régression* ». La modernisation des structures économiques et des vecteurs culturels masque l'archaïsme des mentalités. Au plus il y aura de Coca, au plus il y aura la charia, pour l'exprimer de manière simpliste. Facebook diffuse aussi les ayatollahs. La confusion mentale agite toujours chacun dès qu'il est en groupe comme le rappellent de récentes affaires judiciaires dans notre pays. Ou la montée des populismes... Au moment où la politique croit avoir triomphé des forces de l'obscurantisme ou des passions tristes, le politique nous les rappelle brutalement comme une danse sans fin sur les ruines de l'histoire.

Jean Cornil

ANNE TERESA DE KEERSMAEKER : MA MARCHE EST MA DANSE



© Anne Van Aerschot

Est-il besoin de présenter Anne Teresa De Keersmaeker ? Chorégraphe belge flamande quinquagénaire née à Malines qui a véritablement apporté un nouveau souffle dans le monde de la danse au début des années 80. Un nouveau courant de danse fondé sur le minimalisme, la relation danse/musique, l'architecture et l'espace ainsi que la rigueur. Anne Teresa fait partie des trois artistes à qui l'UCL a choisi d'attribuer le titre de docteur honoris causa le 4 février dernier. Les deux autres étant Jean Nouvel (architecte français) et Brian Eno (père de l'ambient music). Sa prochaine création Partita N°2 en collaboration avec Boris Charmatz travaillera autour de la question « quelle est ma danse, ma manière de danser aujourd'hui ? ». Dans la Partita de Bach, ça dansera, ça bougera beaucoup et ce ne sera pas pour nous déplaire !

Anne Teresa De Keersmaeker est une figure majeure de la danse contemporaine mondiale. Après des études de danse à l'école de Maurice Béjart à Bruxelles ainsi qu'à New York University of Art, elle crée à 22 ans, son spectacle *Fase* et un an plus tard, sa compagnie *Rosas*. En 1995, elle fonde l'école de danse *PARTS* à Bruxelles. La chorégraphe n'hésite pas à puiser dans notre héritage culturel, empreint de sciences et de mémoire. Ces dernières années, Anne Teresa De Keersmaeker suit un parcours placé sous le signe de la remise en question et la clarification des paramètres fondamentaux de son travail de chorégraphe.

ROBE NOIRE ET PETITE CULOTTE BLANCHE

A ses tous débuts, Anne Teresa apprenait à fabriquer une danse, elle partait de rien, très concrètement la musique de Steve Reich a été pour elle une forme d'auto-apprentissage. Elle aimait particulièrement la structure de cette musique, son aspect à la fois répétitif et incarné, c'est aussi une qualité que l'on retrouve chez Bach (clin d'œil à sa création en préparation). Anne Teresa a réalisé quatre pièces dans lesquelles elle dansait en robe noire laissant entrevoir la petite culotte blanche (son habit de scène, sa touche personnelle qui faisait sa singularité dans le monde de la danse) plus tard pour des raisons diverses, elle a dû prendre du recul, c'est alors qu'elle a travaillé en tant que chorégraphe, puis quelques années plus tard elle est revenue à la danse avec cette question à l'esprit « où en est ma danse à l'heure actuelle ? ».

Dans sa nouvelle création *Partita N°2*, Ce qui l'intéresse dit-elle, « c'est que d'une part la danse permette de visualiser la structure de la partition, ses fondations en quelque sorte. Et en même temps, que l'on puisse jouer sur tous les niveaux les plus directs de la musique. Pouvoir suivre par moments l'aspect immédiat de ce que la musique produit dans nos corps : les envolées, les vertiges, le plaisir physique, la réponse la plus immédiate au son. On retrouve ce qui m'intéressait chez Reich en un sens : la pureté de la composition mathématique, et en même temps, l'aspect sensible, presque douloureux par moments. L'aspiration du corps par cette musique, du corps dans toutes ses limites, tout son désir d'atteindre cette musique, de fusionner avec elle ».

Les étroites collaborations d'Anne Teresa avec

des artistes comme Alain Franco (*Zeitung*, 2008), Ann Veronica Janssens (*Keeping Still part 1*, 2008, *The song*, 2009 et *Cesena*, 2011), Michel François (*The song* et *En Attendant*, 2010), Jérôme Bel (*3Abschied*, 2010) et Björn Schmelzer (*Cesena*, 2011) lui inspirent une réflexion sur les éléments essentiels de la danse : le temps et l'espace, le corps et sa voix, sa capacité à se mouvoir et son rapport au monde.

Anne Teresa De Keersmaeker travaille sans relâche, au-delà de la performance, c'est tout son être qu'elle engage dans la danse. Pour mieux faire connaissance avec son travail et sa personnalité, elle a sorti en mai dernier un livre « Carnets d'une chorégraphe » ainsi qu'un coffret de 4 dvd « *Early Works* ». La chorégraphe s'entretient avec la théoricienne du spectacle et musicologue Bojana Cvejic, afin de détailler les principes chorégraphiques de ses quatre premières œuvres (1981-1986) : *Fase*, *Rosas*, *danst Rosas*, *Elena's Aria*, *Bartok*. Les dvd proposent quant à eux des démonstrations dansées d'Anne Teresa et des extraits de spectacles où les explications se mettent elles-mêmes à danser !

Sabine Beaucamp

Carnets d'une chorégraphe, publié par le Fonds Mercator et Rosas

www.fondsmercator.be
www.rosas.be

LE TEMPS DES POSTCOLONIES

Quand le passé colonial irrigue notre présent



FIG. 12. — Casque colonial.

On aurait tort de considérer que la dimension coloniale s'est éteinte avec la décolonisation et l'indépendance de territoires autrefois occupés par les métropoles européennes. En effet, de nombreux principes continuent toujours de fonctionner, se décentralisant, se métamorphosant tant dans les anciennes métropoles que dans ses anciennes colonies. Impossible dans le cadre de ce dossier d'aborder toute les facettes de cette dimension. L'idée ici est d'en présenter quelques aspects et de montrer qu'elle a une consistance non négligeable dans la société dans laquelle nous vivons.

Après une présentation de la dimension post-coloniale par Aurélien Berthier, le philosophe Alain Brossat pointe l'importance de la reconnaissance par les autorités publiques de leur responsabilité coloniale. Des responsabilités qui restent parfois à établir comme dans le cas de l'assassinat de Patrice Lumumba, relent de la période coloniale jamais totalement élucidé. La socio-anthropologue Sarah Demart revient sur les relations postcoloniales actuelles entre Belges et Congolais en Belgique. En toile de fond économique-politique, Arnaud Zacharie, Secrétaire général du CNCD, montre les continuations de l'exploitation économique des anciens pays colonisés mais aussi les mutations qui sont en cours. Enfin, retour sur un objet culturel postcolonial emblématique s'il en est, « Tintin au Congo », par Antoine Tshitungu Kongolo, professeur à l'Université de Lubumbashi et spécialiste en littérature post-coloniale.

QU'EST-CE QUE LA DIMENSION POSTCOLONIALE ?

L'adjectif « postcolonial » est utilisé de plus en plus fréquemment. Il commence à s'immiscer dans le débat public de manière plus ou moins polémique. Il concerne tout autant les traces et séquelles de la colonisation, dans les pays devenus indépendants que des problèmes qui se posent dans les anciennes métropoles coloniales depuis ces indépendances.

En Europe, vivent des millions de personnes venues des anciennes colonies ainsi que leurs enfants et petits-enfants. Face aux discriminations dont ils font souvent l'objet, certaines organisations de gauche revendiquent les droits des « indigènes » (de la République en France, du Royaume en Belgique) à l'égalité. Si cette expression est paradoxale et prête parfois à la polémique (elle fait allusion au statut d'infériorité par rapport aux Européens qui caractérisait les « indigènes » des anciennes colonies), elle est en tout cas politiquement efficace et a le mérite de poser sous un nouveau jour des questions d'ordre social et d'introduire dans le débat public, une dimension coloniale souvent niée. Elles permettent une lecture de la société actuelle et un renouvellement des débats à gauche, là où l'antiracisme peine peut-être à prendre toute la mesure des rapports sociaux actuels.

LE POINT DE VUE DES (POST)COLONISÉS

Impossible de parler du postcolonial sans aborder les études postcoloniales. C'est Frantz Fanon [voir encadré] qui a posé les balises et enjeux de ce courant d'étude

(« Peaux noires, masques blancs », « Les damnés de la terre »). Edward Saïd (« L'orientalisme ») en est l'autre grande figure fondatrice [voir encadré]. Ce courant a posé et pose un ensemble d'analyses des situations coloniales et postcoloniales, de l'état de la culture du (post)-colonisé et ses métamorphoses, des processus culturels, sociaux ou psycho-sociaux qui se sont développés et souvent ancrés lors de cette violente période qu'a pu être l'occupation et l'exploitation de territoires et d'humains par des métropoles européennes.

Ce courant s'est développé au sein de pays anciennement colonisés. On peut citer entre autres Stuart Hall (Jamaïque), Achille Mbembé (Cameroun), Homi K. Bhaba ou encore Gayatri Spivak du sous-continent indien, territoire dont les penseurs ont permis de raccrocher les *postcolonial studies* aux *subaltern studies* [voir encadré sur la notion de subalterne]. Ces penseurs ont élaboré des théories, en particulier à travers l'analyse de matériaux littéraires, qui ont ensuite essaimé dans le reste du monde (notamment via les universités américaines) et arrivent depuis peu en Europe continentale et qui visent à déconstruire l'idéologie coloniale. Il s'agit de « relire l'histoire en la débarrassant des œillères de la culture occidentale, de rompre son hégémonie et faire valoir le point de vue des (ex-)colonisés tels qu'ils vivent aujourd'hui la mondialisation » (Nicolas Journet).

A partir de là, on peut alors débusquer ce qui dans l'ensemble des rapports coloniaux passés (mépris, domination, exploitation, conflits, crimes, etc.) subsiste encore actuellement dans notre société sous des formes parfois métamorphosées ou sublimées. Ainsi est-il des rappels



de la condition de subalternité de certaines populations dans les commentaires politiques et médiatiques qui désignent les discours comme légitimes ou illégitimes. Cela concerne également une guerre des récits à propos de la colonisation (avec pour corollaire le déni des crimes coloniaux). Mais cette dimension s'incarne aussi dans de multiples faits divers, d'actualité qui, tout d'un coup, enflamment les débats car ils se rapportent à des contentieux qui n'ont pas été traités ou pris en compte remontant à plus loin que le simple présent : « bavures » policières en banlieue, affaire Charlie Hebdo, affaire DSK.

UNE DIMENSION REFOULÉE

Quelques traits permettent de caractériser cette dimension. La première idée, c'est qu'il n'y a pas eu de coupure entre métropole et colonies le jour de l'indépendance. Le préfixe « post » ne signifie donc pas tant « après » que « toujours ». Outre le fait que la continuation de l'exploitation économique puisse perdurer (néocolonialisme), des rapports de domination peuvent aussi continuer à s'exercer envers les anciens colonisés. Et ce, dans les anciennes colonies comme dans les ex-métropoles coloniales.

Ensuite, cette dimension coloniale dans notre présent social ne se limite pas aux questions de mémoire collective (d'ailleurs matière à « gestion » toujours discutable) et aux commémorations d'événements historiques. Il s'agit de voir « Comment le passé colonial irrigue le présent ou y fait son retour » (Alain Brossat). Comment les principes coloniaux se perpétuent, se régénèrent, se métamorphosent dans les sociétés européennes actuellement. Non pas comme traces ou des restes mais comme des principes toujours actifs bien que décentralisés. Ils sont présents dans de multiples sphères de vie et rapports sociaux ou politiques.

Enfin, cette dimension coloniale est le plus souvent niée et refoulée dans le débat public. On préfère souvent considérer que cela appartient au passé et qu'il vaut mieux ne pas « rouvrir ces blessures ». Les lobbies coloniaux disqualifient souvent les rares gestes de reconnaissance de l'autorité publique comme étant de l'ordre de la « repentance », d'une sorte de contrition humiliante

Deux figures de la pensée postcoloniale

Frantz Fanon (1925-1961)



« Pour le colonisé, la vie ne peut surgir que du cadavre en décomposition du colon ».

Auteur des « Damnés de la terre » et de « Peau noire, masques blancs », Frantz Fanon a consacré son œuvre aux effets

de la colonisation, notamment sur le plan psychologique, et aux moyens de les dépasser. Il faut relire « Les damnés de la terre » que ce psychiatre et militant martiniquais, compagnon de route de la décolonisation de l'Algérie, a rédigé comme un manifeste de la lutte anticoloniale et comme un puissant appel à l'émancipation humaine. Contre tous les asservissements le fanonisme reste une pensée vivante qui inspire encore aujourd'hui bien des penseurs comme bien des artistes.

Edward Saïd (1935-2003)



« Si nous voulons tous vivre, et c'est notre impératif, il nous faut enflammer non seulement l'imagination de notre peuple mais aussi celle de nos oppresseurs ».

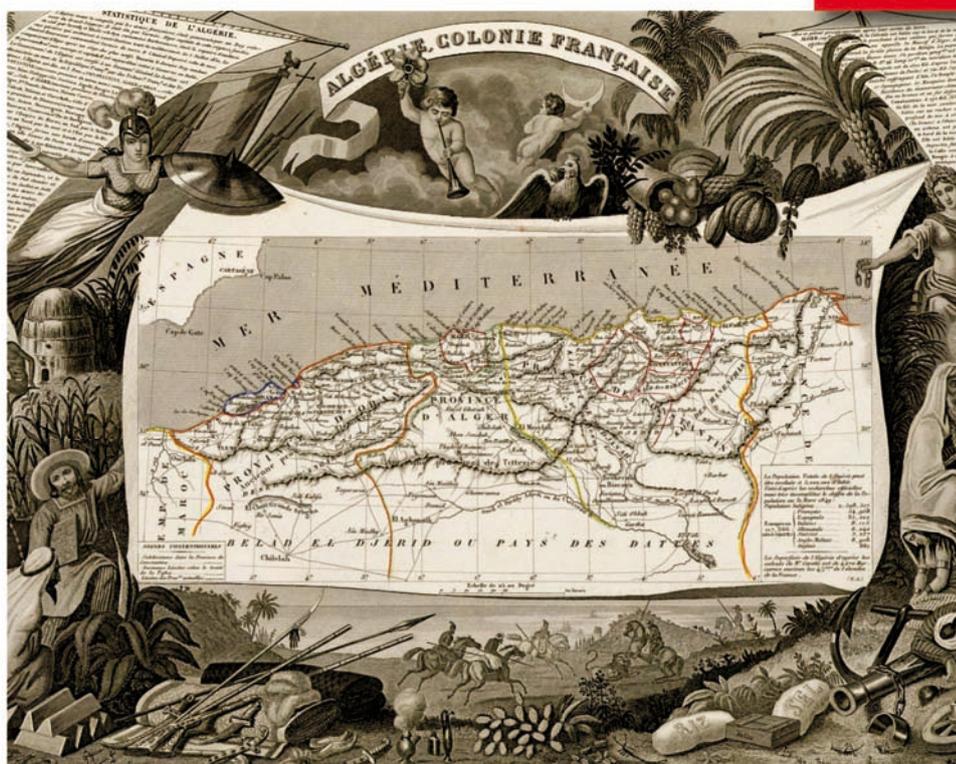
Intellectuel palestino-américain et professeur de littérature comparée, Edward Saïd

a écrit un ouvrage majeur (« L'Orientalisme ») sur la manière dont l'Occident a reconstruit l'Orient, une fabrication destinée à justifier les attitudes coloniales et néo-coloniales. Ce penseur, très engagé en faveur du dialogue israélo-palestinien, défendait la nécessité absolue de comprendre les cultures des autres en excluant toute ambition dominante. Sinon la barbarie triomphe. (JC)

ou se cachent derrière les supposés « effets positifs » de la colonisation et autres rappels de la mission « civilisatrice » d'antan. Or, la reconnaissance politique du colonialisme et de ses crimes semble pourtant être la seule possibilité d'améliorer les rapports post-coloniaux et d'apaiser les tensions [voir interview d'Alain Brossat].

Certains, à l'instar de Jean-Loup Amselle, reprochent au postcolonialisme et ses avatars politiques une ethnisation trop grande des rapports sociaux et un risque de durcissement voire d'enfermement identitaire (notamment si on en fait l'unique facteur explicatif de la société actuelle). On peut considérer en tout cas que prendre en compte cette question postcoloniale peut devenir une nouvelle balise d'explication et d'action au côté des dimensions sociales, économiques ou culturelles au même titre que peut l'être, par exemple, la question féministe.

Aurélien Berthier



ALAIN BROSSAT : CONSIDÉRER LE POSTCOLONIAL, RECONNAÎTRE LE COLONIALISME

Gayatri Spivak :
les subalternes peuvent-elles parler ?



Née en 1942 à Calcutta en Inde, Gayatri Spivak enseigne à New-York. Son texte le plus célèbre reste « Les subalternes peuvent-elles parler ? ». Le subalterne, concept inspiré par Gramsci, c'est le sans-voix, ou plutôt, celui dont la voix ne compte pas. Que ce soit, au fil de l'Histoire, la femme, le fou, le vieux, le prisonnier ou l'immigré, c'est un même droit qui leur est dénié. Non pas le droit à l'expression car tous parlent, mais bien le droit à être entendu et perçu politiquement, à prendre part et participer réellement à la sphère publique. Les subalternes peuvent-elles donc parler ? Non, répond Spivak, les subalternes ne peuvent pas parler en raison même de leur position de subalternité. Et ceux qui prétendent les entendre ne font en fait que parler à leur place. (AB)

Alain Brossat est philosophe et professeur émérite à l'Université Paris 8 Saint-Denis. Son dernier ouvrage, « Autochtone imaginaire, étranger imaginé, retour sur la xénophobie ambiante » balaye en différentes entrées thématiques la question de l'hospitalité et de l'hostilité à l'égard de l'étranger, celle des discours du pouvoir qui construit cette question comme centrale et pose notamment en toile de fond la question postcoloniale. Une dimension qu'il faut songer à prendre en compte dans l'analyse et le commentaire des rapports sociaux actuels. La question de la reconnaissance pouvant être un début de résolution de certains nœuds de tensions intercommunautaires.

Comment prendre en compte la dimension postcoloniale dans notre société ?

Il faut reconstituer des généalogies, c'est-à-dire rétablir de la profondeur là où une approche immédiatiste courante, modelée notamment par le discours politique et le discours des médias, nous fige sur un présent extrêmement court. Vous allez avoir tout un discours proliférant qui va se constituer sur les quartiers excentrés : les zones de non-droit, les dealers qui font la loi, la police qui ne peut pas mettre les pieds là-dedans, les gens qui sont

au chômage, la population immigrée entassée là-bas... On va fabriquer une espèce de *topos*, d'espace où le discours tourne en boucle : la drogue, l'insécurité, etc. avec des jeux d'associations très étroites entre certaines catégories d'étrangers, l'immigration précaire, les clandestins... Alors que si on s'efforce de reconstituer des généalogies, on va être renvoyé à des scènes antérieures qui sont des scènes coloniales. Ce qui se joue là-dedans, c'est évidemment la relation entre des points de crise dans le présent et puis le passé colonial.

Le temps ne guérit donc pas les blessures ?

C'est du faux bon sens de penser que plus cela s'éloigne dans le temps et plus les tensions, les drames ou les crises s'atténuent. Dans la question coloniale, si les problèmes n'ont pas été réglés, si les contentieux demeurent, alors au contraire, le temps qui passe tendrait plutôt à faire en sorte que cela s'envenime, du moins sur des points particuliers.

La question de l'Algérie pour nous Français est de ce point de vue-là très marquante. Cela est notamment dû au fait que les pouvoirs, les gouvernements successifs en France n'en ont jamais pris la responsabilité politique devant l'histoire : ce contentieux existe donc encore. Il va se traduire dans les choses les plus courantes et banales, dans la conduite de gamins qui sont maintenant la

énième génération depuis les pères qui ont connu la guerre d'Algérie et qui en ont souffert. Ils sont d'une façon ou d'une autre encore traversés par ces blessures et, même s'ils ne sont pas forcément capables de les formuler politiquement, cela agit comme un poison.

Sortir du postcolonial, ce serait donc passer par une reconnaissance par l'autorité de sa responsabilité ?

Je pense que l'on n'en sort à proprement parler jamais. Mais pour que les tensions majeures soient apaisées, oui, il faut que l'autorité politique, et derrière elle les élites intellectuelles et médiatiques, fassent un travail, non pas de repentance ou d'excuses, mais de reconnaissance. Le modèle auquel on peut se référer, c'est l'Allemagne sur la question du III^e Reich. L'autorité allemande a ainsi déclaré que c'est bien au nom de son peuple, c'est bien une autorité légitime en son temps qui a commis ces crimes, nous le reconnaissons, nous en prenons la charge et nous en portons la responsabilité face aux autres peuples, en premier lieu ceux qui ont subi ces violences et ces crimes. C'est cela la façon de faire.

Ce n'est pas compliqué, mais pour le moment on est encore loin d'une déclaration d'un personnage qui représente l'autorité et qui dise : oui, absolument des crimes de guerre voire des crimes contre l'humanité ont été commis pendant la guerre d'Algérie : Napalm, villages brûlés. Oui, la torture y était routinière et pas exceptionnelle. Oui, autour du 8 mai 1945 ont été commis des crimes qui sont pour le moins des crimes de guerre, etc.

Jamais aucune autorité en France n'a fait au sujet de l'Algérie ce que Chirac a fait en 1995 à propos de la rafle du Vél d'Hiv : dire « c'est un gouvernement illégitime qui a fait cela certes, mais nous en prenons la charge face à l'Histoire ».

Vous dites aussi que l'une des caractéristiques de la dimension postcoloniale, c'est qu'elle fait l'objet d'un déni...

Dans nos sociétés d'aujourd'hui, dans un pays comme la France, ce passé colonial est refoulé. Ou du moins on ne veut pas en voir les effets dans le présent. On les prend comme des questions d'histoire, cela va être traité sous l'angle de la mémoire. Par exemple est-ce qu'il faut oui ou non commémorer tel ou tel événement ? Or, la

commémoration, c'est précisément une façon de découper le temps historique en tranches et de ne pas travailler sur des éléments de litiges extrêmement forts du passé et leurs effets dans le présent. Cela fait vraiment l'objet d'un déni massif du côté politique et de ceux qui font l'opinion. Si on soulève ces sujets-là, on va rapidement nous demander d'arrêter d'en faire des « victimes éternelles » etc. Or, il ne s'agit pas d'en faire des victimes, mais bien d'essayer de comprendre comment le passé colonial infecte le présent.

Cela peut s'incarner aussi dans les événements d'apparence plus éloignés, les affaires, les bavures policières en banlieue, l'affaire DSK [voir encadré], qui est selon vous très emblématique de ce phénomène-là ou comme l'affaire Charlie Hebdo.

Ce que ne veulent pas comprendre la classe politique et les faiseurs d'opinions, c'est qu'il y a, à cause du passé colonial, des milieux sociaux qui sont très inflammables sur certaines questions. Et cela les cyniques de Charlie Hebdo l'ont bien compris : il suffit d'appuyer sur un bouton, sur Mahomet, la charia, etc. pour que cela parte en déclenchant l'incendie. Et hop, cela fait vendre du papier. Et avec un parfait cynisme, ils ont très bien compris cela alors que l'on peut faire des caricatures du Pape cela ne va pas produire les mêmes effets parce que l'on a affaire à des milieux plus sophistiqués, parce qu'il n'y a pas cette dimension coloniale. La dimension coloniale est très spécifique de ce point de vue-là, c'est un monde de blessures qui n'ont jamais été vraiment soignées.

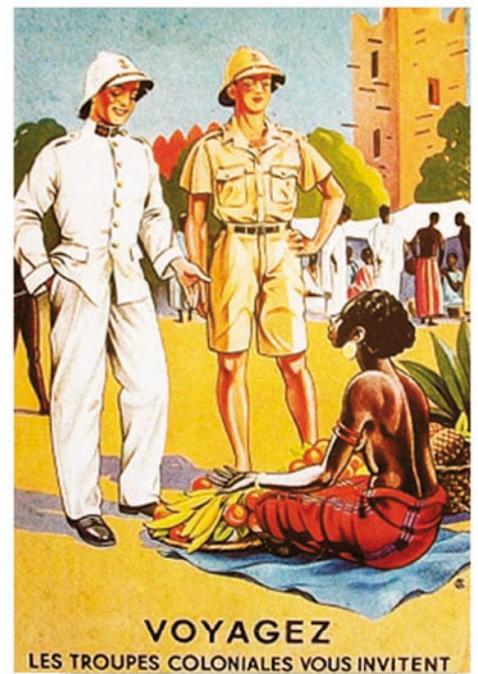
Vous disiez qu'il n'y a pas eu de reconnaissance de l'Etat. Que pensez-vous des déclarations de François Hollande en Algérie en décembre 2012 ?

En Algérie, c'était assez sournois parce qu'il a mis l'accent sur le fait qu'il n'était « pas là pour faire de la repentance ou pour présenter des excuses... mais que par ailleurs, oui on savait bien qu'il y avait... ». C'était un truc biaisé, c'est une façon encore une fois de dire les choses sans les dire. Or, ce qui serait fondamental pour les Algériens, pour l'émigration d'origine algérienne en France et d'une façon plus générale pour les Maghrébins qui vivent en France, cela serait que les choses soient dites comme Chirac les a dites à propos du Vél d'Hiv.

« L'affaire DSK » ou la scène primitive du colonialisme

Le viol de Natafissia Diallo par Dominique Strauss-Kahn c'est-à-dire de la femme de chambre par le Directeur du FMI, de la Noire par le Blanc, de la servante par le maître, de l'illégitime par le super légitime, jouerait pour Alain Brossat comme un révélateur d'une certaine rémanence de l'espace colonial, d'une certaine « scène primitive » de la colonisation : celui de la femme esclave noire abusée par

le maître blanc. Scène à laquelle il faut ajouter toutes des caractéristiques de la subalternité : le discours médiatique a principalement entretenu un déni dans la légitimité de la parole de Natafissia Diallo (louche, menteuse, illettrée etc.) et une sur-légitimité dans celui de Dominique Strauss Kahn longtemps auréolé d'une « présomption d'innocence ». (AB)



Cela prend 5 minutes, mais ils ne veulent pas le faire. Le lobby pied-noir reste extrêmement puissant, il a même repris du poil de la bête sous Sarkozy.

Je ne sais pas si un jour viendra ce type de déclaration qui est la seule chose qui permettrait de lever les tensions là-dessus. Cela commence par cela. Au contraire, ils ont toutes ces stratégies de diversion comme celle de dire « Laissons les historiens faire leur travail ». Or, ce n'est pas du tout aux historiens de le faire, de prendre la responsabilité pour l'autorité politique !

Propos recueillis par Aurélien Berthier

Retrouvez la version intégrale de cette interview sur www.agirparlaculture.be

AUTOCHTONE IMAGINAIRE ÉTRANGER IMAGINÉ

RETOURS SUR
LA XÉNOPHOBIE
AMBIANTE

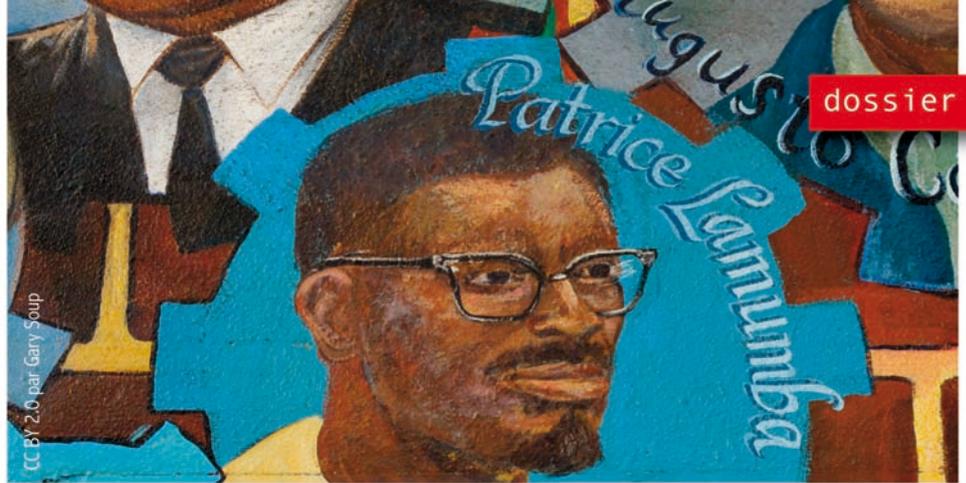
ALAIN BROSSAT

ÉDITIONS
DU SOUFFLE

Autochtone imaginaire, étranger imaginé
Retour sur la xénophobie ambiante
Alain Brossat Editions du Souffle, 2012

www.editionsdusouffle.be

RETOUR SUR L'ASSASSINAT DE LUMUMBA



Patrice Lumumba, Premier ministre de la République du Congo naissante a été assassiné le 17 janvier 1961 dans des circonstances jamais totalement éclaircies jusqu'à maintenant. Les raisons de sa mort mélangent en effet intérêts locaux et internationaux, belges et congolais. On est cependant sûr qu'une large participation de l'État belge a eu lieu. La relance d'une procédure aujourd'hui en Belgique, peut permettre d'en éclaircir les méandres, les responsabilités précises et surtout pénales, mais aussi de revenir sur ce point de tension historique, ce nœud pas vraiment défait. Récit de l'affaire et rencontre avec Annemie Schaus, avocate de la famille Lumumba.

Patrice Lumumba (1925-1961) est l'une des principales figures de l'indépendance du Congo belge. En tant que 1^{er} Premier ministre du Congo indépendant, il reste célèbre pour son discours sans concession prononcé le jour de l'indépendance du Congo (30 juin 1960), face à un Roi Baudouin stupéfait, dans lequel il revient explicitement sur les méfaits de 80 ans de colonisation belge. Le pays entre bientôt dans une période trouble qui le voit sombrer dans une quasi-guerre civile subissant les luttes de différents candidats au pouvoir (Mobutu, Tshombe, Kasa-Vubu et Lumumba) avec notamment la sécession de la province du Katanga.

Quelques mois à peine après son élection et l'indépendance du Congo, Lumumba sera démis de son poste par le Président Kasa-Vubu et mis en résidence surveillée. Déjouant sa surveillance, il prend

la fuite. Finalement capturé avec deux de ses anciens ministres, il sera battu et humilié puis livré par des Belges à Moïse Tshombe, président du Katanga, l'un des pires ennemis de Lumumba. Là, il sera exécuté sommairement, son corps découpé en morceau et dissous dans de l'acide. Le même sort étant réservé à ses compagnons.

Si ces circonstances n'ont jamais totalement été élucidées, on sait en tout cas qu'une participation de l'État belge à plusieurs niveaux a eu lieu pour ce faire. C'est d'ailleurs à cet égard que l'État belge a présenté des excuses en 2003, que beaucoup considèrent comme trop timides, imprécises et surtout, sans conséquences sur les différents protagonistes de cet assassinat.

UNE PROCÉDURE ENCLENCHÉE

Pour Annemie Schaus, avocate déterminée de la famille Lumumba et professeure à l'ULB, il s'agit d'aller au-delà des vagues excuses officielles : « *Il y a 10 ans, une commission d'enquête parlementaire a été mise sur pied et a enquêté sur les faits. La responsabilité morale de la Belgique a été révélée. L'État s'est même excusé pour cette responsabilité morale, mais rien n'a été tiré de l'enquête parlementaire : aucune conséquence concrète, ni pénale, ni financière. Ils n'ont pas du tout voulu mettre en cause la responsabilité de l'État colonisateur, de l'État postcolonisateur. Ils ont dit que leur rôle n'avait pas été très clair dans la décolonisation et qu'ils auraient pu être plus pro-actifs pour éviter l'assassinat. C'est tout.* » Aujourd'hui, une procédure judiciaire est mise en route à la demande des enfants de Patrice Lumumba qui ont constaté les promesses non tenues par la Commission parle-

mentaire. Elle vise à faire la lumière sur les responsabilités pénales précises pour cet assassinat. La plainte a été déposée contre X mais aussi contre une dizaine de protagonistes qui pourraient être liés à la mort du Premier ministre congolais.

Cette plainte se fonde sur la compétence personnelle active puisqu'à ce stade les personnes impliquées sont de nationalité belge. L'assassinat de Lumumba est considéré dans le cadre de cette affaire comme un crime de guerre. Crime qui peut être considéré comme imprescriptible.

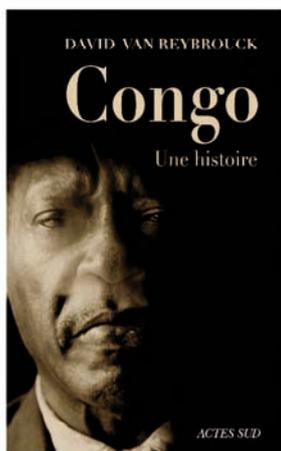
L'un des grands enjeux de cette procédure est l'ouverture de nombreuses archives restées secrètes et des auditions à huis clos de l'enquête parlementaire qui seront peut-être rendues publiques à cette occasion. L'ouverture d'archives côté congolais, comme s'y est engagé le Gouvernement congolais qui souhaite collaborer à l'établissement de la vérité (une première), devrait également apporter des éléments inédits d'explications.

AU-DELÀ DE L'AFFAIRE LUMUMBA

Au-delà du cas strictement pénal, il s'agit aussi de revenir sur ce contentieux symbolique entre Congo et Belgique et son poids dans le rapport postcolonial. De sortir du discours type "ce sont des histoires entre Noirs tout juste capables de se taper dessus" et, pour la Belgique, de « voir dans sa propre histoire ce dont on est responsable ». Il s'agit ainsi de changer les mentalités et la vision de l'Histoire : « *L'idéal serait aussi que grâce à ce genre de dossiers, on revoie les cours d'histoire, la responsabilité de la Belgique dans l'assassinat de Lumumba et plus loin aussi le rôle de la Belgique en Afrique et en tout cas au Congo. Par exemple, le rôle de Léopold II dont on voit encore des statues sur certaines places communales.* » Et ce, alors même qu'aucune rue, aucun monument n'existent pour rendre hommage à P. Lumumba.

Cette affaire, qui reçoit le soutien de la communauté congolaise de Belgique, pourrait créer un précédent et même permettre à d'autres procédures d'être lancées. « *Cela peut faire boule de neige sur l'envie de savoir -une espèce de droit à la vérité- ce qu'il est advenu de tous ces gens, pourquoi et comment ils ont été assassinés.* »

Aurélien Berthier et Jean Cornil



Congo, une histoire

David Van Reybrouck
Actes Sud, 2012

Congo, une histoire est un essai à l'anglo-saxonne de près de 700 pages qui se dévore comme un bon roman. Son auteur, David Van Reybrouck historien et auteur, s'est basé sur des centaines d'interviews, de spécialistes comme de simple témoins et leurs petites histoires pour écrire la grande Histoire du plus grand pays d'Afrique subsaharienne. Des points de vue multiples qui nous conduisent dans un voyage passionnant de 90.000 années dans ce territoire grand comme 80 fois la Belgique qui le colonisa un temps. Des débuts de l'Humanité aux explorations de Stanley, de l'indépendance à l'arrivée massive d'investisseurs chinois. (AB)

PRESENCES CONGOLAISES A BRUXELLES ET POSTCOLONIALISMES

Toute ancienne métropole ne peut échapper au rapport postcolonial. Quelles survivances ou déplacements de principes coloniaux ont pu se faire en Belgique ? Comment se jouent les rapports entre postcoloniaux et postcolonisés, Belges et Congolais ? Sarah Demart est socio-anthropologue spécialisée dans les études postcoloniales et les migrations congolaises (RDC), chargée de recherche au FNRS et membre du Centre d'Etudes de l'Ethnicité et des Migrations de l'ULg. Elle nous indique ici quelques éléments importants pour appréhender la dimension postcoloniale des rapports sociaux en Belgique.



En quoi le passé colonial belge s'invite-t-il dans le présent ?

Tout dépend du point de vue que l'on adopte. Du point de vue du débat public ou des questions de société, le passé colonial belge semble durablement cantonné dans les marges de la société et des sujets non politiquement corrects. Des revendications associatives ont bien lieu, de même que des initiatives muséologiques, cependant le passé colonial de la Belgique et surtout ses éventuelles logiques de continuité à date contemporaine et sur le territoire belge ne semblent pas faire partie des

sujets de société ni du récit national. Malgré un renouveau significatif dans le monde de la recherche depuis le milieu des années 1990, on peut dire que le passé colonial est absent de l'historiographie nationale et jusqu'à un certain point de la mémoire collective notamment chez les jeunes et alors même que, paradoxalement, des liens forts perdurent entre les institutions belges et le Congo. On est dans une situation étrange où des événements inédits au niveau européen se donnent à voir, comme la commémoration du cinquantenaire de l'indépendance du Congo, qui mobilisa quasiment toutes les institutions du pays, mais sans parvenir à poser la question des rapports belgo-congolais ici et maintenant, et plus généralement la place des citoyens issus de l'histoire coloniale ou tout simplement des Noirs en Belgique. L'avènement d'une histoire officielle faisant justice aux différentes mémoires de l'histoire partagée est aussi loin d'être posée, excluant *de facto*, y compris par le biais de l'école, la possibilité pour certains citoyens de se retrouver dans les grands récits nationaux, notamment ceux relatifs aux fondements démocratiques de la société, dont le multiculturalisme fait par ailleurs partie.

Y a-t-il des mécanismes de manifestation de cette dimension postcoloniale en Belgique, des exemples (faits divers, affaires, événements etc.) où elle s'incarnerait ?

La question de l'accès à l'emploi est centrale en ce qu'elle (re)produit une situation d'asymétrie hiérarchisante, évoquant le temps colonial pour un certain nombre d'observateurs, citoyens héritiers de l'histoire coloniale ou tout simplement Noirs de Belgique. Les Congolais et bien d'autres « immigrants postcoloniaux » se distinguent en effet du reste de la population par un niveau d'étude significatif en même temps qu'un taux de chômage record.

Les mécanismes présidant à cette situation postcoloniale ne sont toutefois pas objectivés. Et malgré des données démographiques, on ne peut plus explicites, posant la question des discriminations raciales et postcoloniales, aucune action publique ne permet aujourd'hui de déceler de volonté politique particulière. Les frustrations et revendications qui en découlent ne semblent pas non plus être entendues.

Les manifestations que d'aucuns qualifièrent d'émeutes en décembre 2011, ne dénonçaient par exemple, pas seulement la politique intérieure du Congo, ni la politique étrangère de la Belgique, mais également les conditions de vie ici, le chômage, la déqualification et le racisme. C'est plus généralement la relative invisibilité des Noirs dans un certain nombre de secteurs professionnels et dans les institutions belges qui manifeste de façon brutale et implicite la force de cette dimension postcoloniale. Reste à savoir quels sont les mécanismes de ces discriminations et ce qu'ils nous disent de l'imaginaire (post)colonial de la majorité et des rapports sociaux quotidiens entre Belges et Congolais ou entre Blancs et Noirs.

Peut-on dire que les Congolais de Belgique sont les « indigènes du Royaume » ?

Le terme des « Indigènes de Royaume » emprunté au mouvement français les « Indigènes de la République » est en Belgique initié par des citoyens d'origine maghrébine, issus donc de l'histoire coloniale française. Jusqu'à aujourd'hui d'ailleurs, aucun mouvement n'est parvenu à fédérer Africains du sud et du nord dans ces revendications postcoloniales. Des associations fondées par des personnes d'origine subsaharienne ont par contre commencé à se fédérer pour réfléchir à ces questions et faire entendre des revendications notamment



au sein du Musée de Tervuren. Un colloque a dans ce cadre, récemment mobilisé des chercheurs, invités par ce collectif militant à mettre en perspective l'articulation mémoire coloniale / discriminations raciales. Une initiative originale et novatrice qui mérite d'être soulignée.

Toutefois, en dehors de l'intérêt de quelques individualités engagées, les expertises associatives et les revendications militantes font l'objet d'une relative indifférence de la part des pouvoirs publics et des politiques non sans réaffirmer la situation de marginalité de la Belgique à l'échelle européenne en terme de non reconnaissance de son passé colonial. Les négociations et polémiques engagées depuis des années pour l'avènement d'une rue ou d'une statue Lumumba sont à cet égard significatives puisque malgré une commission parlementaire ayant abouti à des excuses publiques (concernant l'implication du gouvernement de l'époque dans l'assassinat du premier Premier ministre congolais), ce pan de l'histoire partagé n'aboutit pas à un ancrage territorial et donc social. Cet épisode pour emblématique qu'il soit n'épuise en outre pas le répertoire des contentieux (post)coloniaux, ni des revendications portées au sein de ces groupes.

Dans un article de Migration Magazine N°7 vous dites: « Peu visibles dans les institutions publiques, peu présents dans les mondes académiques et médiatiques, les Congolais sont peu subsidiés lorsqu'ils s'organisent en mode associatif ». A quoi cela est-il dû selon vous ?

Comment ne pas relier cette invisibilité à l'Histoire ? Les Congolais, puis les Rwandais et les Burundais, n'étaient pas les bienvenus en métropole. Leur main-d'œuvre était hautement mobilisée en colonie, et le modèle ségréguatif de la colonisation belge était incompatible avec toute forme de mélange racial. Puis lorsqu'à l'indépendance les Congolais sont venus en nombre se former en Belgique, rien ne laissait présager leur installation durable, ni pour eux-même, ni pour les Belges. Les Rwandais et les Burundais sont arrivés plus tardivement et en moindre nombre. Cela étant, ces trois groupes constituent la majorité des migrants issus de l'Afrique subsaharienne, une population dont la sédentarisation n'était ni prévue, ni désirée. Jusqu'aujourd'hui, ce groupe, et en particulier les Congolais, renvoyant à la colonie unique, au grand Congo dont l'apport en termes de développement de la Belgique fut inestimable (en termes économique, symbolique et géopolitique), semble relever de l'impensé postcolonial. Un impensé renforcé par la cartographie coloniale qui refusa de penser et de former des élites.

Aujourd'hui, le discours des individus faisant partie de la minorité d'origine congolaise donne à voir de significatives transversalités. Qu'il s'agisse des milieux religieux, politiques, associatifs ou artistiques, toute génération confondue, le racisme est énoncé comme quotidien et durable comme si de manière implicite, sans qu'il soit

pour autant possible d'établir le caractère intentionnel des pratiques, l'intégration, et *a fortiori* la mobilité sociale, des Congolais était inconcevable.

Est-ce à dire que le « développement parallèle » perdurerait ?

Certainement, même si plusieurs études soulignent de manière générale les efforts que doit fournir la Belgique en matière d'intégration des étrangers (d'origine ou de fait), dans le secteur de l'emploi par exemple, ou en termes d'égalité des chances, dans le domaine scolaire, notamment.

Cependant ce « développement parallèle » pourrait aussi s'énoncer en termes de face-à-face postcolonial. Car les revendications des Congolais échappent aux revendications « classiques » dans le sens où la dette matérielle et morale de l'Etat et des institutions, voire des privés, préside et s'imbrique avec les questions liées à la situation (post)migratoire.

Comme d'autres sociétés postcoloniales la Belgique est travaillée par une histoire dont les frontières raciales et coloniales sont la trace, et dont la mise à jour est indispensable à leur dépassement.

Les individus issus de l'immigration marocaine en Belgique connaissent également des problèmes de disqualification sociale ou de racisme. Si la Belgique n'a pas eu de relation coloniale avec leur pays d'origine, cela veut-il dire qu'il n'existe pas de dimension postcoloniale dans cette relation-ci ?

Il y a plusieurs niveaux de l'imaginaire postcolonial, en particulier parce que la race, en tant qu'invention européenne ayant ses fondements dans l'entreprise coloniale qui inventa cette hiérarchisation des cultures et des individus pour mieux justifier des pratiques que l'Europe elle-même condamnait sur son propre territoire, n'a pas disparu malgré les déconstructions scientifiques et condamnations morales et juridiques. Et qu'à un certain niveau le rapport colonial dépasse le stade du particulier pour concerner des rapports plus globaux, dits culturels. Si la Belgique n'a pas d'histoire coloniale au Maroc ou au Maghreb, cela n'empêche que des personnes issues d'une histoire coloniale autre peuvent ressentir un rapport colonial au travers des discriminations dont ils sont l'objet, d'autant qu'un certain nombre de mouvements militants ont aujourd'hui une dimension transnationale. Même si les revendications portées par un mouvement comme les « Indigènes du Royaume » ont finalement peu d'écho ici, rien ne prouve que dans l'intimité, les discriminations ne soient pas vécues en ces termes. De même, en ce qui concerne les Subsahariens en général, d'une certaine manière qui, de par leur phénotype, sont pris dans le rapport « belge » à la race et aux catégorisations coloniales.

Il semble délicat d'aborder le thème de la colonisation en Belgique sans entraîner (côté belge) des réactions épidermiques qui

rechignent à condamner fermement le passé colonial de la Belgique ou à en reconnaître la teneur et sa violence. Pourquoi les gens sont-ils encore autant à fleur de peau au sujet de ce passé colonial ?

Plusieurs interprétations peuvent être avancées. Premièrement, la proportion de citoyens belges ayant dans leur parenté des membres ayant participé à l'aventure coloniale : comme administrateurs, agents, missionnaires, commerçants, etc. Une proportion que le rapport petite Belgique/grand Congo a suscité en des termes qui singularisent la situation belge. Bien que l'on ne soit pas en mesure de quantifier cet investissement, ni ce qui a été transmis d'un point de vue intergénérationnel en termes de représentations, d'économie ou encore de sentiments, cette dimension apparaît fondamentale.

Deuxièmement, le scandale international suscité par le régime de Léopold II (l'épisode des mains coupées) qui en marquant au fer rouge la colonisation belge, crée une situation particulière, renforcée par le statut de petit pays de la Belgique. Ainsi, bien que la colonisation puisse être considérée de manière générique comme un crime contre l'humanité, une certaine culpabilité pourrait bien singulariser la situation belge et procéder à une logique d'auto-défense sur le mode du déni.

La peur d'une demande de réparation, en particulier matérielle, mais aussi morale (faire l'aveu d'une barbarie et de transgressions à sa propre éthique) peut aussi présider aux réticences politiques.

Enfin, il faut aussi compter le lobby colonial et plus globalement la ou les générations socialisées par la pensée coloniale et pour lesquels, la pensée postcoloniale, définie comme volonté de dépassement du rapport colonial, ne présente aucun intérêt, voire tout simplement un danger institutionnel.

Propos recueillis par Aurélien Berthier



NÉOCOLONIALISME POLITICO-ÉCONOMIQUE : DES STIGMATES AUX REMISES EN CAUSE



Les relations Nord-Sud ont reproduit depuis les indépendances des caractéristiques néocoloniales qui ont cherché à maintenir les pays en développement dans la périphérie de l'économie mondiale. Pourtant, depuis le début des années 2000, l'émergence de puissances régionales du Sud et l'évolution vers un monde multipolaire ont tendance à remettre en cause l'hégémonie des puissances occidentales et la hiérarchie traditionnelle de la division internationale du travail. Or si ces mutations ont tendance à altérer les relations néocoloniales du passé, elles ont également pour effet de provoquer de nouvelles formes de domination.

LES STIGMATES DES RELATIONS COLONIALES

C'est dans le cadre de l'exploitation coloniale que se développa un nouveau schéma géographique de la production et du commerce international. Alors que l'Europe s'industrialisait et devenait une puissance commerciale avide de produits tropicaux et de nouveaux débouchés, elle opéra une réorientation des structures économiques des sociétés qu'elle dominait militairement. Etant donné le climat dont disposent les pays sous domination, il apparaissait logique aux yeux des Européens de répartir la production à l'échelle internationale selon les

spécialisations : les grandes plantations (essentiellement aux mains de propriétaires européens) dans les pays tropicaux et les produits manufacturés dans les pays industriels où le climat est tempéré. Ainsi fut instituée la division internationale du travail et le schéma traditionnel du commerce Nord-Sud : matières premières du Sud contre produits industriels du Nord.

Cette division internationale du travail fut à la base de l'échange inégal expliquant selon l'école structuraliste la croissance continue des inégalités Nord-Sud. En effet, la spécialisation dans les matières premières à faible valeur ajoutée était défavorable aux pays du Sud qui devait parallèlement importer des produits manufacturés à forte valeur ajoutée. C'est pourquoi, après les indépendances, les pays du tiers-monde cherchèrent à s'industrialiser.

Mais la crise de la dette du tiers-monde des années 1980 mit un terme à ces ambitions dans la plupart des pays qui furent contraints d'appliquer des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale, et impliquant notamment une « primarisation » des économies en développement censées tirer profit d'exportations accrues de matières premières pour rembourser leurs dettes. L'instrument privilégié par les pays du Nord pour imposer leurs priorités aux pays du Sud fut les « conditionnalités » liées aux politiques d'aide extérieure : en échange des financements, les pays bénéficiaires devaient ainsi appliquer les conditions

qui les accompagnaient. C'est par ce biais que les économies du Sud furent ouvertes aux investissements des firmes transnationales du Nord et maintenues dans le rôle de fournisseur de matières premières à faible valeur ajoutée.

LA NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

À la fin de la Guerre froide, alors que des dizaines de pays en développement restaient sous la tutelle des programmes d'ajustement structurel, une nouvelle division internationale du travail prit progressivement forme. Profitant de l'ouverture des marchés, des progrès technologiques et de l'intégration au marché mondial d'économies jusque-là fermées – comme la Chine, l'Inde et l'ex-URSS –, les firmes transnationales fragmentèrent les chaînes de production et délocalisèrent dans les pays émergents à faible coût du travail des segments entiers des chaînes d'assemblage industriel.

Cette nouvelle division internationale du travail déboucha sur une nouvelle géographie de la production mondiale : la fabrication et l'assemblage des composants industriels furent de plus en plus localisés dans les pays émergents du Sud qui en profitèrent pour enregistrer des taux de croissance élevés et entamer un processus de convergence économique avec le Nord. Il en résulta un ordre mondial de plus en plus multipolaire, au fur et à mesure que les pays émergents, notamment en Asie orientale, devenaient les « ateliers » et les « caisiers » de l'économie mondiale. Conséquence de ce monde davantage multipolaire, la domination des pays occidentaux au sein des organisations internationales et les approches néocoloniales du passé furent remises en cause.

LA REMISE EN CAUSE DES APPROCHES POLITICO-ÉCONOMIQUES NÉOCOLONIALES

L'émergence de puissances régionales du Sud eut pour effet de remettre en cause le paradigme dominant des relations Nord-Sud. D'une part, les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) furent contestées à partir de 2003 par une coalition de pays du Sud, débouchant sur la paralysie des négociations commerciales multilatérales. D'autre part, les conditionnalités du FMI et de la Banque mondiale furent accusées de réduire les marges de manœuvre politiques des pays en

développement et de les rendre vulnérables envers l'instabilité du système international.

Les pays émergents ne devenaient pas seulement des acteurs commerciaux de premier plan, mais aussi de nouveaux donateurs, selon des approches différentes de celles des pays occidentaux. Ainsi, la plupart des nouveaux donateurs annoncèrent octroyer une aide sans condition, contrairement aux donateurs traditionnels, et chercher à développer des partenariats économiques permettant aux pays bénéficiaires d'augmenter leur productivité et leur revenu par habitant. Symbole du rôle croissant des pays émergents dans le système international, le G7 fut supplanté par le G20 pour représenter un nouveau directoire mondial intégrant onze pays du Sud et reflétant le nouvel ordre multipolaire.

Cette nouvelle configuration des relations internationales permit aux pays les plus pauvres de remettre en cause la nature de leurs relations avec les puissances occidentales, comme ce fut le cas des pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) et l'Union européenne au sujet des APE (Accords de partenariat économique), c'est-à-dire des accords de libre-échange que l'Union européenne voulait imposer à ses anciennes colonies. En effet, les pays africains refusèrent majoritairement de signer ces accords. Ce dossier contribua à détériorer les relations UE-ACP de manière plus générale, comme l'illustra la question de la représentation européenne à l'ONU.

En septembre 2010, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, l'UE espérait faire adopter une motion pour lui permettre d'adapter sa représentation internationale aux termes du nouveau traité de Lisbonne. En effet, ce dernier ayant créé deux nouvelles fonctions censées représenter le visage extérieur de l'Europe – le président du Conseil et la responsable de la diplomatie européenne –, l'Union souhaitait que ces deux visages puissent s'exprimer en son nom dans le cadre des Nations unies et sollicitait dans ce but la création d'un nouveau siège. Mais c'était sans compter sur le refus des pays ACP, qui appuyèrent massivement une motion de « non action » déposée par le Suriname, ce qui contraignit l'UE à attendre le printemps 2011 pour obtenir le statut spécial de groupe régional lui permettant de prendre la parole aux Nations unies. La fin du monopole occidental en matière de financement du développement impliquait ainsi une perte de pouvoir relatif dans les pays en développement.

LES NOUVELLES FORMES DE DOMINATION

L'émergence de puissances régionales du Sud, parmi lesquelles on trouve d'anciennes colonies, remet en cause le paradigme dominant des relations Nord-Sud et laisse espérer une perte de vitesse des relations néocoloniales du passé. Toutefois, des obstacles subsistent et l'architecture

de la coopération Sud-Sud produit de nouvelles formes de domination au détriment des pays les plus pauvres.

Ainsi, si les nouveaux pays donateurs émergents octroient une aide sans condition, cette aide est généralement liée aux intérêts commerciaux des pays émergents. Or ces pays sont surtout intéressés par leur approvisionnement en matières premières, ce qui implique que le commerce Sud-Sud entre les pays asiatiques et les pays africains et latino-américains a tendance à reproduire le schéma traditionnel du commerce Nord-Sud : matières premières africaines et latino-américaines contre produits manufacturés asiatiques.

En outre, de nouvelles formes de domination émergent, comme c'est le cas avec le phénomène d'acaparement de terres que d'aucuns qualifient d'« agro-colonialisme ». Certes, le phénomène n'est pas neuf, mais ce sont désormais des Etats et des firmes étrangères au secteur de l'agroalimentaire qui sont attirés par les terres des pays en développement – comme au Congo, au Soudan, au Burkina Faso, aux Philippines ou au Pakistan. Parmi les Etats

acheteurs, on trouve majoritairement des pays émergents du Sud comme la Chine, la Corée du Sud, les pays du Golfe ou encore l'Afrique du Sud qui cherchent par ce biais à assurer leur sécurité alimentaire.

En conclusion, les mutations de l'ordre mondial et l'évolution des relations internationales laissent espérer que les pratiques néocoloniales qui ont caractérisé les relations Nord-Sud depuis les indépendances sont appelées à disparaître, ou à tout le moins être de plus en plus contestées. Toutefois, cela ne signifie pas la fin programmée des effets de domination, car les pays émergents du Sud, bien décidés à exploiter leur nouveau statut international, poursuivent leurs intérêts géostratégiques dans leurs relations avec le reste du monde. Si les pays les plus pauvres sont susceptibles de tirer profit de la diversification croissante des sources et des approches de financement du développement engendrée par l'évolution de l'ordre mondial, ils ne sont dès lors pas immunisés contre de nouvelles formes de domination.

Arnaud Zacharie

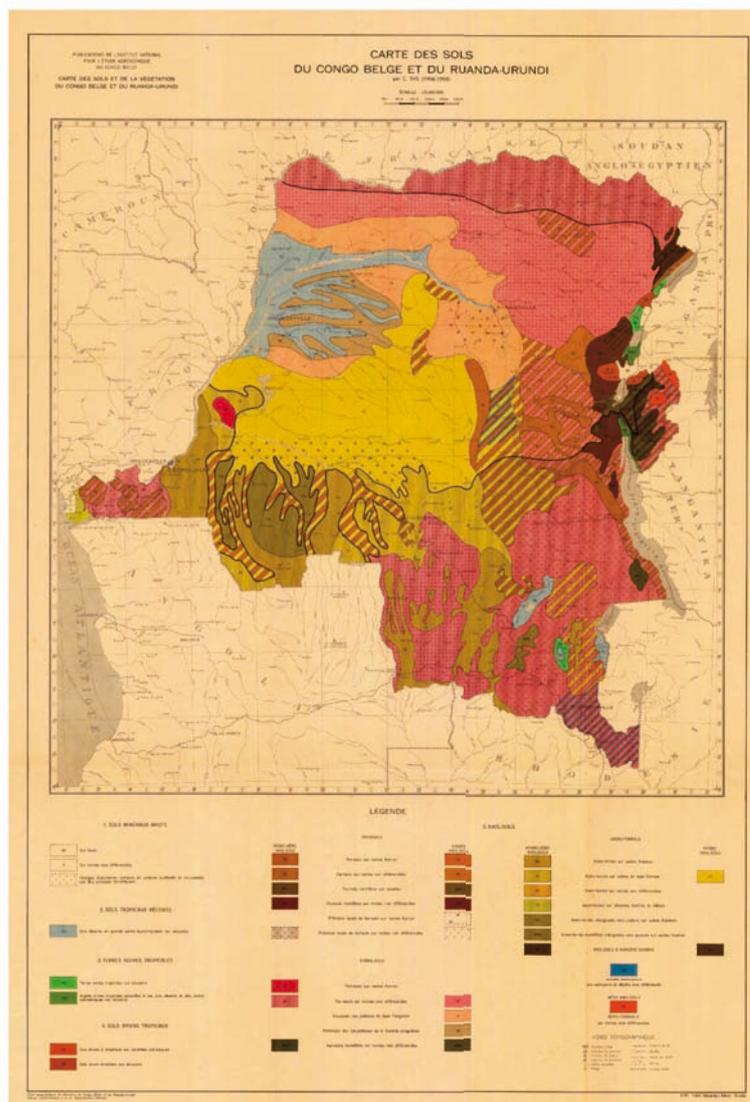


Photo d'un dessin anonyme au pochoir de Tintin, d'après Hergé, dans une rue de Goppingen (Allemagne)

« TINTIN AU CONGO » SOUS L'ANGLE DU POSTCOLONIALISME

CC BY 2.0 par Dierk Schaefer



« *Tintin au Congo* » d'Hergé a défrayé la chronique en 2007 pour avoir été mis à l'index par une organisation britannique en raison prétendument de son racisme avéré. Dans la foulée, des voix se sont élevées, non sans opportunisme, pour réclamer l'interdiction d'imprimer et de diffuser cet album. En Belgique une requête fut déposée auprès des autorités judiciaires dans ce sens. Ce procès et ses péripéties se sont déroulés sur la toile de fond d'un pays, la Belgique, réticent à se reconnaître comme postcolonial, c'est-à-dire à s'assumer en tant qu'héritier d'une domination coloniale dont l'impact sur la scène de l'histoire et les résonances sur la sensibilité de sujets issus de l'ancienne colonie posent question et requièrent des réponses.

« Tintin au Congo » est justiciable d'une approche postcoloniale du fait qu'il relève du champ « de textes écrits pendant la colonisation ; à la fois ceux qui évoquent directement l'expérience impériale et ceux qui ne paraissent pas concernés par elle a priori. » (John Mc Leod) Cet album BD fait partie d'un héritage complexe, foisonnant, à l'impact persistant dont l'exploration systématique est en cours sans qu'il faille minorer les tâches qu'il reste à accomplir. Il témoigne de la cristallisation des images du Congo dans la conscience collective en métropole au tournant de l'an 1930. C'est un échantillonnage caractéristique de la vision stéréotypée du Congo et des « indigènes » (on ne parle pas de Congolais!). C'est un discours forgé depuis la métropole, un construit dont l'effet de mirage fait penser à l'Orient inventé par l'Occident dont Edward Saïd a dénoncé les leurres et les mirages.

Sur un ton bon enfant, il s'agit de la célébration de la mission civilisatrice entreprise par le colonisateur

belge au profit des populations jugées infantiles, superstitieuses, propices au farniente et peu portées à l'amour du travail. L'essentialisation de l'autre y est patente : les indigènes ne sont pas des individus mais un groupe. Tintin et Milou seront faits roi et protecteur de tribus ! Un scénario qui témoigne d'une fantasmagorie coloniale spécifiquement belge.

Démuni d'une expérience coloniale, Hergé s'en remet à son mentor le père Wayez et se sert d'une documentation « appropriée » puisée dans le corpus d'ouvrages, de films, de reportages, de livres illustrés, de récits de voyage, d'anecdotes que le Congo a inspirés. Les livres de l'explorateur Stanley constituent à cet égard le canon. Il est aisé également de pointer la trace de collections du Musée de Tervuren tout au long de la trame narrative notamment à travers l'évocation des hommes-léopards. Son discours laissera d'autant plus sa marque sur les esprits qu'il se coule dans les canons d'un genre populaire la BD qui n'a pas encore acquis, à ce moment-là, ses lettres de noblesse.

Le texte est de son temps mais son impact n'a pas laissé indifférent les générations actuelles et suscite des réactions véhémentes parmi les migrants de la deuxième et troisième génération. Il est accusé, à tort ou à raison, de constituer la matrice, l'emblème insupportable du racisme qui les discrimine par des catégorisations dépassées sur le champ social et obère leur accès à l'emploi.

Il s'agit d'un miroir de « l'épopée coloniale belge » à l'étalon d'une société devenue colonisatrice telle que racontée en métropole par ceux qui ont la charge de rendre compte de progrès de la « Civilisation » sous les tropiques congolaises. Hergé souscrit aux exploits de la modernité coloniale et à ses paradigmes dont les chemins de fer, les routes, et les écoles, dans une vision acquise au paternalisme et à l'autosatisfaction. Il adopte la vulgate co-

loniale tout en lui donnant une forme divertissante et humoristique à l'avenant d'une vision lisse des réalités coloniales : le Blanc civilisateur d'un côté et le Noir bénéficiaire obligé, de l'autre, chacun étant dans son rôle. A la même époque, d'autres ouvrages proposent une imagerie dorée de la colonie : Roger Ransy avec « Tante Julia découvre le Congo », Maquet Tombu avec « Jeannot gosse d'Afrique » etc.

Ce qui est en cause à l'heure actuelle, c'est la question de cet imaginaire hérité de l'ère coloniale dont l'impact sur les mentalités ainsi que le retentissement sur l'approche des réalités congolaises d'aujourd'hui demeure un fait indéniable. La société belge, davantage encore que d'autres métropoles coloniales, a du mal à prendre en charge son passé colonial dans une inversion de paradigmes. Face à ce phénomène plusieurs démarches ont été entreprises à des fins de démythification de la vulgate coloniale et son imagerie. Mais la force et l'ancrage de ces représentations dans l'imaginaire collectif s'avèrent une réalité des plus complexes. Cela d'autant plus que la plupart des expositions et ouvrages didactiques inscrits dans l'optique d'une lutte affirmée contre le racisme et la xénophobie se sont le plus souvent contentés de dénoncer un certain nombre de stéréotypes, sans s'interroger sur leur raison d'être, sur leur mode de transmission et leur impact persistant dans les sociétés du XXI^e siècle.

L'album d'Hergé pose ainsi une question fondamentale, celle de la déconstruction du legs mémoriel et historique de la colonisation belge au Congo. Entreprise qui pourrait bénéficier de tous les outils du postcolonialisme.

Antoine Tshitungu Kongolo

Retrouvez la version intégrale de ce texte sur www.agirparlaculture.be

GODZILLA :

VENI, VIDI... DESTROY !

Godzilla, le vrai, est la figure emblématique d'un courant cinématographique japonais appelé kaiju-eiga : les « films de grands monstres. » La toute puissante Toho se concentrait sur la production d'un film d'aventure épique quand, dans le courant de l'année 1953, sort aux Etats-Unis le « Monstre des temps perdus », d'Eugène Lourié, film où Ray Harryhausen – le véritable mentor de Tim Burton – fait ses premières armes comme responsable des effets spéciaux.

Devant le succès international du film, la Toho interrompt ses projets et se lance à la recherche d'un monstre géant qui, comme celui de Lourié, aurait été enfanté par des expériences nucléaires incontrôlées. Le producteur Tomoyuki Tanaka est chargé du projet. Il s'entoure du romancier Shigeku Kayama, avec qui il ébauche le scénario ; d'un spécialiste des effets spéciaux, Eiji Tsuburaya ; et surtout du réalisateur Ishiro Honda.

Le résultat sort sur les écrans japonais le 3 novembre 1954. « Godzilla » (Gojira en VO), tourné en noir et blanc, remporte d'emblée un succès colossal. Dix ans à peine après Hiroshima et Nagasaki, les spectateurs nippons découvrent avec effarement une créature née de la folie des hommes, un monstre rédempteur qui incarne la destruction dans un pays touché par deux cataclysmes nucléaires et en proie à d'épouvantables catastrophes naturelles. S'ajoute à cela la morphologie de Godzilla, croisement entre le tyrannosaure et le stégosaure d'opérette, rappelant étrangement le dragon de la mythologie, contribuant à ancrer durablement le monstre dans la culture japonaise.

Si le lézard atomique impressionne tant à l'époque, c'est non seulement parce qu'il



figure l'excroissance monstrueuse de la mauvaise conscience de l'humanité, mais aussi parce qu'il émane de lui une poésie visuelle très forte. Dans son costume encombrant, le comédien éprouve bien des difficultés à évoluer sur les maquettes géantes qui constituent le décor, et cette maladresse forcée se répercute sur l'attitude du mastodonte de caoutchouc qui apparaît comme fragilisé. En cela, Godzilla rappelle la créature de Frankenstein du film de James Whale (1931), incarnée par Boris Karloff, qui progresse d'un pas hésitant dans une société du rejet.

Au fil des ans, la Toho investira de plus en plus dans ce genre de productions. La galerie des monstres japonais s'enrichira (avec Gamera, Mothra, Ghidorah, Gigan,

Ebirah ou même Mechagodzilla) et Godzilla lui-même connaîtra plus d'une vingtaine de fausses suites (le monstre est en effet réduit à l'état de squelette dans le film original). Ennemi de l'espèce humaine à l'origine, le dino à la triple crête s'imposera dorénavant comme le sauveur de celle-ci dans des films de plus en plus naïfs. Le dernier en date remonte à 2004.

Ishiro Honda lui, après avoir beaucoup donné au genre, retournera auprès de son vieil ami Akira Kurosawa dont il fut pendant longtemps l'assistant. Honda est mort en 1993. Godzilla lui a survécu.

Aux dernières nouvelles, depuis la catastrophe de Fukushima, l'anti-Casimir serait de nouveau en rogne...

Denis Dargent



ISABELLE STENGERS : VERS UNE PLURALITE DES SCIENCES

Isabelle Stengers enseigne la philosophie des Sciences à l'Université libre de Bruxelles. Elle porte ses réflexions sur une éducation aux sciences qui ne formerait pas à la science comme modèle de rationalité, d'objectivité ou de savoir remplaçant l'ignorance, mais qui permettrait de comprendre ce qui intéresse les scientifiques et la manière dont ils s'y intéressent. Selon Isabelle Stengers la pluralité des sciences n'est pas assez reconnue et pas assez cultivée par les scientifiques eux-mêmes.

La science telle qu'elle est perçue et enseignée ne recherche-t-elle que compétition, concurrence, obligation de résultats pour atteindre l'excellence ?

A notre époque, ce que l'on demande au chercheur est simplement s'il souhaite obtenir de l'argent avec lesdites recherches, cela fait partie de « l'économie de la connaissance ». C'est-à-dire qu'il doit déjà penser en termes de conséquences pour l'industrie, pour un impact « social » avant tout économique. Ce sont des contraintes auxquelles certains scientifiques s'adaptent mais qui pour d'autres sont profondément révoltantes et qu'ils voient malheureusement comme souvent le signe d'une société qui ne respecte pas sa science et comme une montée de l'irrationalité.

Pourtant cette demande ne provient pas de la société, il s'agit d'une transformation politique qui appartient au néolibéralisme. De fait, cela crée une solidarité étroite entre science et économie avec tout ce que cela a d'inquiétant dans l'image actuelle de la science : les conflits d'intérêts.

Dans votre dernier ouvrage « Une autre science est possible » vous écrivez : il faut que la science accepte de poser la question de sa finalité, de son rôle dans la société...

Les sciences ont toujours été inséparables du problème de leur valorisation. C'est-à-dire qu'une science en milieu isolé, qui n'intéresserait personne et n'existerait tout simplement pas. Ce qui a changé aujourd'hui, c'est que les sciences, et surtout celles qui peuvent avoir une importance pour le développement industriel, financier ou économique en général sont priées de souscrire une assurance dès la mise en route de leur projet. Ceci afin d'obtenir un financement public, un partenariat avec le privé. En biologie, en physique et en chimie, c'est notamment le cas et dans d'autres domaines également. La philosophie n'a pas à le faire car personne n'attend rien d'elle. Cette situation met directement en question la qualité-même des recherches scientifiques car la fiabilité des recherches scientifiques tient beaucoup à la manière dont la fiabilité du résultat d'un collègue compte pour les autres. Il y a une pratique de l'objection de la mise à l'épreuve qui stipule bien que si ce résultat tient, d'autres pourront s'y appuyer, lui trouver des conséquences.

C'est pourtant ce qui risque d'être détruit aujourd'hui car la valeur d'un résultat peut être obtenue par d'autres moyens, notamment par la prise de brevet. Mais les scientifiques peuvent avoir de moins en moins d'intérêts à se mettre à l'épreuve les uns des autres et être bien au contraire très indulgents envers le type d'intérêt qui désormais les rassemble.

On peut dire qu'en première approximation les sciences sont fiables ou ont des résultats fiables.



Cette idée pourrait très probablement être une idée condamnée à l'avenir. Je pense que ce serait à la fois, la fin d'une aventure extraordinairement intéressante et une perte pour notre avenir commun. Aujourd'hui ce que l'on appelle l'économie de la connaissance est en train de détruire une pratique.

Le ralentissement des sciences est-il envisageable ?

L'idée d'un ralentissement nécessaire des sciences est une manière d'intervenir à un moment où certains chercheurs essaient d'imaginer des manières de résister aux pressions de l'économie de la connaissance. C'est là une manière de dire : il ne suffit plus de rêver au passé quand, pensaient-ils, les sciences étaient respectées ! Car déjà le rapport avec l'industrie et l'Etat était beaucoup plus important que le rapport avec les intérêts plus démocratiques. Il ne faut pas ignorer que les sciences, comme elles fonctionnaient par le passé, ont été parties prenantes dans ce que l'on a appelé un développement non soutenable. Souvent, les scientifiques ont donné des arguments à ceux qui affirmaient que ceux qui doutaient du progrès étaient tentés par l'irrationalité. Que le progrès nous donnait à penser que les dégâts du développement industriel seraient réparés précisément grâce à de nouveaux progrès scientifiques ou techniques. Il ne suffit pas de lutter contre l'économie de la connaissance. Il faut aussi réinventer les relations entre pratiques scientifiques et intérêts publics.

Selon vous, avec quels moyens la science peut-elle répondre aux préoccupations et aux questions des gens aujourd'hui ?

Je tiens à insister sur l'importance de penser la pluralité des sciences. L'idée qu'il n'y a qu'une seule

science laisserait supposer quelque chose qui est objectif, neutre, rationnel, basé sur une méthode bien spécifique.

Les questions posées par les sciences sociales et humaines intéressent sensiblement ceux qu'elles concernent, qui en sont l'objet. Je crois que cette pluralité n'est pas assez reconnue et pas assez cultivée par les scientifiques eux-mêmes. C'est bien dommage. Nous avons tendance à toujours vouloir que l'on nous apporte les preuves scientifiques. Paradoxalement, les preuves en sciences sociales et humaines sont de tristes choses par rapport à la science de laboratoire. Exemple, lors de la découverte du boson de Higgs, on débouche le champagne, on se prend à rêver au prix Nobel. A l'inverse, lorsque quelqu'un des sciences humaines dit « j'ai montré que », tout le monde reste indifférent !

A coup sûr il existe bel et bien, une inégalité des pratiques scientifiques devant un modèle commun. Je crois que les sciences humaines gagneraient en légitimité, si elles cherchaient moins à prouver et davantage à explorer des situations nouvelles.

Selon vous, l'écologie politique implique-t-elle une mise en politique des sciences et une pluralité des sciences ?

Effectivement, l'écologie politique dans la mesure où elle implique une mise en problème politique du rôle du savoir et de son développement dans nos sociétés doit se passer du modèle de la preuve.

Le modèle actuel est un modèle qui tue la politique. Tout au contraire, l'écologie politique ne doit surtout pas être contre les sciences, elle doit s'intéresser à ce qu'elles peuvent lui apprendre. L'écologie politique est la mise en question politique

de leurs conséquences et de ce que nous voulons. C'est une pensée collective du type de rapports que nous avons avec ce qui constitue notre monde et nos pratiques. Certes les sciences restent absolument cruciales mais pas n'importe lesquelles et pas de n'importe quelle manière.

Que préconisez-vous contre la prétention autoritaire de la science moderne ?

Précisément, il faut d'abord reconnaître que la confiance de l'autorité scientifique ne repose que sur les questions que les chercheurs ont réussi à poser, sur les rapports qu'ils ont réussi à créer et qui leur ont permis d'apprendre. Et donc, cela ne peut être de l'ordre de l'autorité générale, elle est en relation immédiate avec leurs questions qui sont tout sauf générales. Dès qu'une science sort du lieu où elle a obtenu une réponse à la question, sa signification change. Sa signification dès lors, doit être négociée avec les autres questions qui l'attendent hors du laboratoire.

C'est là où l'écologie politique se doit d'intervenir simplement pour rappeler que les questions dites non scientifiques sont aussi importantes que celles des scientifiques. Ils ne peuvent pas tout dicter. C'est cela faire de l'écologie politique. Ces questions doivent être mises en débat au même niveau que celles des scientifiques. Sans hiérarchie, sans séparation entre ce qui est rationnel et ce qui serait seulement subjectif ou éthique, il s'agit là de notre rapport aux choses et aux autres. L'écologie politique est selon moi, une politique de ces rapports qui forment notre habitat commun.

Propos recueillis par Sabine Beaucamp

POURQUOI LA CULTURE DU RÉSULTAT MOBILISE LES MÉDIAS

Page 20 du Vif N°7 du 15 février 2013



Ce que nous coûtent le Parlement fédéral et ses élus

« Ce que nous coûtent le Parlement fédéral et ses élus », titrait Le Vif/L'Express, le 15 février dernier. L'hébétude médiatique pour le comptable comme mesure de tout participe de l'approche gestionnaire et utilitariste de la « société globale de l'information ». Ceints de leur nouvelle armure technologique, les médias sont en première ligne d'une « mobilisation générale », selon le mot d'Isabelle Stengers. Mais les journalistes estafettes le savent-ils ?

Il suffit de parcourir les pages de votre quotidien ou de votre magazine préféré pour y être confronté : les sujets qui transpirent le magnétisme exercé par l'argent ou l'accumulation financière en tant que sujets d'information bruts. À propos de Johnny Halliday : « La cash machine à pleins tubes » (Le Vif/L'Express du 15 février 2013). En sport : « Ligue des Champions : Lille veut la poule aux œufs d'or » (20 minutes, 21 août 2012). Économie : « Protégez votre épargne » (le vif.be, 16 novembre 2012)...

Affleure, dans ces schémas récurrents de la présentation de l'information, une lecture proprement comptable ou utilitariste de la vie en société. En témoigne aussi le réflexe professionnel de faire du *comment* au détriment du *pourquoi* l'alpha et l'oméga des cadrages journalistiques : « Comment la négociation gouvernementale a échoué » ; « Dix mesures choc pour l'économie belge » ; « Le classement des cent meilleurs hôpitaux du pays »... Sans oublier l'omniprésent « Comment échapper au fisc ».

En vertu de cette représentation du monde inspirée par le modèle d'action et de pensée des philosophes utilitaristes du 18^{ème} siècle et de leurs successeurs, les problèmes de la vie en société, et notamment les problèmes sociaux, sont posés, dans les médias et dans le discours public en général, comme des problèmes avant tout techniques, politiquement neutres, qu'il suffirait de « gérer » correctement, avec les outils de l'efficacité maximale, pour les résoudre. Gestion de sa vie, qu'il s'agirait de conduire à la façon d'une entreprise, gestion de l'éducation de ses enfants, gestion de ses amis sur Facebook, de ses collègues au bureau, gestion de sa sexualité, gestion de son comportement de recherche d'emploi, gestion de sa pauvreté...

LES MÉDIAS SONT L'IDÉOLOGIE

Cette pensée s'est trouvée actualisée, dans le sillage de la contre-réforme conservatrice de 1980 par l'avènement graduel du tout technologique, et de la *société de l'information globale*, dite aussi société de l'information et de la communication, portée sur les fonts baptismaux, en 1995, à Bruxelles, par le G-7 (groupe des 7 puissances les plus industrialisées du monde).

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), comme l'a montré le théoricien de la communication Armand Mattelart, y sont vues en tant que « *paradigmes dominants du changement social et cautions d'un monde plus transparent* ». Au point de passer, implicitement, pour les finalités mêmes du développement de ces sociétés dites « sans idéologies », ou comme les réponses à tous les problèmes, tensions ou crises qui y surgissent.

Les médias ne véhiculent plus, ou plus seulement, des idéologies, soutient, à cet égard, Philippe Breton, ils sont eux-mêmes une idéologie. L'avènement de celle-ci va de pair, significativement, avec la construction du discours sur les *fins* au terme des années 1980 : fin des idéologies, fin du politique, fin de l'Histoire, fin des classes et de leurs affrontements, fin de l'intellectualité contestataire (taxée d'archaïque par les « nouveaux intellectuels »).

Sur le plan de la substance, la nouvelle armature idéologique de la « société de la communication » cesse de reposer sur la stabilité, la sécurité collective, la protection sociale, la solidarité institutionnelle, le long terme, attributs de l'action politique de l'État et des organisations intermédiaires du modèle social-démocrate d'après-guerre. Se trouvent valorisés, à l'inverse, le court terme, le changement, la flexibilité, l'instantanéité, les flux et mobilités continues... dont la circulation libre et sans entraves des informations, au sens large, c'est-à-dire aussi des capitaux. Et la compétitivité, l'efficacité et l'obligation de résultat, qui seraient le monopole du marché, comme mesure de tout.

UN MONDE DEVENU IMMONDE

Durant cette période de fleurissement du mythe communicationnel qu'ont constituée les années 1980 et 1990, l'exploitation de la révolution informatique puis numérique, de l'e-économie, de la société Internet... va transformer, en les « court-circuitant », tous les lieux et toutes les instances de la vie sociale. En ce compris les modalités et conditions de leur action réelle. Laquelle se déployait, jusque-là, dans le temps non

programmable de la possibilité d'une politique et d'une responsabilité publiques.

La mutation s'adosse à une vision *gestionnaire, utilitariste et éphémère* de la société. En clair, une « société jetable », pour le dire avec le philosophe Bernard Stiegler, qui procède d'« une obsolescence structurelle et chronique des marchandises, mais aussi des producteurs, des appareils de production et des consommateurs ». Ceux-ci se sentent jetables, eux-mêmes, et perdent le sentiment d'exister. Ce système mortifère voue tout ce qui constitue le monde et la vie à devenir déchets, êtres humains compris, « produisant du même coup le sentiment que le monde est devenu au sens propre immonde », et la vie... « survie ».

Le consommateur jette le produit passé de mode, comme le spéculateur, à la Mittal, jette l'entreprise qui lui sert, avant tout, à « faire une opération ». Non seulement, avance Stiegler, ce capitalisme du désinvestissement « s'autodétruit », parce qu'il est producteur d'une insolvabilité généralisée et interconnectée, à l'origine, notamment, de la crise bancaire, bien durable, elle. Mais, ajoute-t-il, « le problème est que cette autodestruction du capitalisme est aussi la destruction du monde lui-même ».

BLITZKRIEG ET OCCUPATION DES ESPRITS

L'acceptation et l'intériorisation générale de ce « modèle toxique » comme quelque chose de parfaitement normal, émerge notamment dans ses traductions médiatiques. On y déplore la pauvreté, on s'esbaudit ou on s'indigne devant tant de richesses cumulées par certains, mais jamais, disait déjà le dramaturge allemand Bertolt Brecht, on n'explique l'enrichissement des uns par l'appauvrissement des autres...

À ce lien manquant, profondément politique, les médias d'information centraux, eux-mêmes intoxiqués, substituent en général la logique de l'efficacité des technobureaucraties souveraines et dévastatrices...

« Mobilisés » au cœur d'une armée en mouvement que rien ne doit ralentir, pour le dire avec la philosophe Isabelle Stengers, les médias, entre autres corps d'armée, reconnaissent, en effet, à celle-ci le droit de pouvoir tout détruire sur sa route pour faire passer, avec elle, à tout prix, l'impératif de compétitivité. Victimes directes ou collatérales de cette culture militarisée du résultat : les emplois, les salaires, la réduction de la durée du travail et des carrières, les protections liées à l'occupation d'un emploi, etc. En état de guerre, la fin ne justifie-t-elle pas, plus encore, les moyens ?

De plus, c'est bien à une guerre-éclair, une *Blitzkrieg*, que l'on a affaire. La vitesse à laquelle progressent tant ses mouvements que les informations qui en rendent compte, marque les esprits ; elle les « occupe » littéralement, selon l'expression de Paul Virilio, bien plus sûrement qu'elle ne les « préoccupe ». La puissance temps-espace de l'armée mobilisée du capitalisme techno-global produit de fait un effet de sidération. Elle anesthésie la pensée. Ce qui permet de cautionner, de manière aveugle, ses ravages, sociaux, économiques, démocratiques, humains, vitaux.

C'est ce que font, très exactement, sans le savoir, la très grande majorité des commentateurs, lorsqu'après avoir pris acte de « l'inquiétude-deces-dizaines-milliers-de-gens-qui-descendent-dans-la-rue », ils les renvoient quand même, in fine, à leur statut de pions ou de variables d'ajustement des politiques d'austérité budgétaires à mener promptement, ou des « réformes structurelles » que l'on ne saurait reporter indéfiniment.

LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES...

L'étendard du résultat comptable et de l'efficacité gestionnaire fonctionne, le plus souvent, aux yeux du sociologue Jean Blairon, comme un « leurre qui masque mal l'enjeu qu'il sert » : la maximisation des profits et l'affaiblissement des contre-pouvoirs qui cherchent à se mettre en travers de la mobilisation du capitalisme actionnarial mondial. L'*économisme* ainsi triomphant revient à dire, en somme, que « les affaires sont les affaires » et que toutes les affaires, publiques, comme privées, ne sont jamais que des affaires, au sens du chiffre de celles-ci, auxquelles il est vain de vouloir s'opposer.

Ce qui est à l'œuvre, en fin de compte, derrière ces « résultats culturels de la culture du résultat », selon la formule aiguisée de Blairon, c'est une « prolétarisation cognitive » généralisée, une perte du savoir-penser, au sens de Bernard Stiegler. « L'expropriation de notre propre capacité de penser ensemble ce qui nous arrive et ce qui a été détruit par la séparation même », pointe de son côté Isabelle Stengers.

C'est pourquoi la philosophe des sciences préconise des « exercices de démobilisation » pour chacun, de manière à permettre à tous de penser à nouveau « les conditions de la réappropriation » d'une possibilité de changement, demain, « à partir de l'exemple des autres », c'est-à-dire de nos raisons divergentes de vouloir penser un autre demain.

Marc Sinnaeve



50 ANS PLUS TARD, SOLIDARITÉ SOCIALISTE CROIT TOUJOURS AUX RÉVOLUTIONS !

A bientôt 50 ans d'existence, Solidarité Socialiste est une organisation non gouvernementale qui a toujours considéré la coopération internationale sous l'angle du partenariat avec des organisations de la société civile et des mouvements sociaux du Sud, plutôt que sous celui d'une aide et de modèles à imposer à des « populations en difficulté ». Changer les politiques, appuyer les luttes pour des droits politiques, économiques et sociaux, valoriser l'économie solidaire et sociale en tant qu'alternative au système capitaliste, tels sont quelques-uns de ses chantiers. Rencontre avec Pascale Bodinaux, responsable action politique et communication à Solidarité Socialiste.

Quels sont les éléments déclencheurs qui ont fait naître une ONG comme Solidarité Socialiste ?

En fait, l'histoire de cette organisation remonte à plus de cinquante ans... En 1947, dans la lignée du *Fonds Matteoti*, créé en 1927 afin de venir en aide aux victimes des régimes fascistes (Italie, Allemagne et plus tard Espagne), le PSB (Parti Socialiste Belge) met en place un

Comité d'aide aux socialistes espagnols. En 1948, ce Comité se transforme en *Entraide Socialiste, une organisation* destinée à assurer, entre autres, l'accueil des réfugiés politiques victimes des régimes totalitaires. Et puis, en 1963, *L'Entraide socialiste* va scinder ses activités en deux services distincts : *l'Entraide aux boursiers d'Afrique*, un Service d'Accueil et d'Hébergement logé rue de Parme (futur SETM - Solidarité Etudiants Tiers Monde toujours actif aujourd'hui) et le *Fonds National de Coopération au Développement*, chargé de « projets de développement », principalement en Afrique, qui prendra en 1978 le nom de Solidarité Socialiste.

Pourquoi assiste-t-on à cette division en 1963 ?

Parce que le processus de la décolonisation s'est amorcé dès les années 60. Et ce phénomène bouleverse la conception de l'aide et de la solidarité internationale, en particulier pour les socialistes qui ont déjà commencé à dénoncer l'entreprise coloniale belge au Congo. À partir de ce moment-là, l'Entraide Socialiste se positionne clairement dans l'appui aux mouvements d'indépendance et de décolonisation, portés par des leaders de la société civile des pays concernés. Dans les années 70, elle appuiera la lutte pour l'indépendance des anciennes colonies françaises et portugaises (Angola, Mozambique, Cap Vert, Guinée Bissau). Elle accueille également les réfugiés chiliens après le coup d'État militaire d'Augusto Pinochet contre Salvador Allende. Jusqu'en 1983, Solidarité Socialiste était essentiellement soutenue par le Parti Socialiste. Ensuite, un changement important est intervenu quand elle a été considérée comme l'outil principal de la solidarité internationale des quatre branches de l'Action Commune, à savoir : le Parti, les syndicats, les mutualités et les coopératives. Aujourd'hui, chacune de ces branches appuie individuellement ou non notre action.

Quand on travaille avec une certaine dose de convictions, d'idéalisme, et de volonté de changement, il faut toujours se réinterroger sur les différentes formes que peut prendre la solidarité. Comment considère-t-on celui qu'on « aide », pourquoi on le fait, ce qu'on attend en retour. L'aide n'est pas toujours nécessairement adaptée aux besoins des gens. Elle est parfois et même souvent intéressée. D'aucuns ont osé présenter l'entreprise coloniale par exemple comme une œuvre bienfaitrice de la civilisation prodiguée par des puissances « avancées » aux populations « sous-développées ». Nous savons qu'en ce qui concerne le Congo, le Belgique a retiré bien plus de richesses qu'elle n'en a apportées, imposant en outre au passage son propre modèle de société et sa religion. Bien qu'au travers de la coopération d'aujourd'hui on admette différentes approches du développement, cette

question de l'imposition de valeurs ou de modèles reste posée. Celles des intérêts politiques ou économiques en jeu également.

De quelle manière Solidarité Socialiste pense-t-elle la coopération au développement ?

Pour Solsoc, même si la satisfaction des besoins fondamentaux des gens reste une priorité, il faut viser un réel changement social à plus long terme. Solsoc soutient des organisations qui travaillent dans ce sens. Il peut aussi bien s'agir de groupements paysans, que de mutuelles de santé ou d'associations de quartier par exemple, qui veulent être mieux en mesure d'élaborer des propositions pour leur propre développement et arriver à les négocier avec leurs propres autorités publiques. Je dirais qu'une autre de nos spécificités consiste à pratiquer et encourager le partenariat « en réseaux ». Parce que, lorsque des associations se fédèrent, elles deviennent plus fortes. De cette manière, les sociétés civiles locales se renforcent et deviennent capables d'influer sur les politiques, d'interpeller leurs dirigeants, voire de se transformer en un véritable mouvement social (comme dans le cas d'un syndicat, par exemple), apte à entrer dans un rapport de force dynamique avec le pouvoir.

Ainsi au Maroc, nous travaillons avec des associations de quartiers populaires très concernées par les questions de la démocratie et de la laïcité ; et ce travail n'est pas facile à mener dans un tel contexte. Ces associations ont été très impliquées dans la dynamique du M20, expression marocaine des Printemps arabes. Solidarité Socialiste soutient leur travail au niveau des réseaux d'associations de quartiers, de jeunes et de femmes.

Une spécificité de Solidarité Socialiste est peut-être aussi le fait que les organisations que nous soutenons en Afrique, en Amérique Latine et en Palestine sont systématiquement associées à l'élaboration de nos programmes d'activités globaux. Ceci afin de s'assurer que notre action colle bien aux réelles aspirations des gens en termes de changement. Nous sommes dans un processus d'éducation populaire où nous échangeons et apprenons ensemble à construire le changement tant au Nord qu'au Sud.

Par contre, une de nos difficultés reste la mobilisation de fonds au sein du monde socialiste. Solidarité Socialiste a trop peu de donateurs parmi les militants. Peut-être parce qu'ils ne connaissent pas suffisamment l'ONG et son travail.

Que pensez-vous des prises de position, des actes posés par les soldats français et belges au Mali et ailleurs ? N'est-ce pas encore là une forme de post-colonialisme, des intérêts à protéger avant tout ?

Il est clair que la colonisation ne s'est pas achevée avec les indépendances. Les choses sont peut-être même encore plus complexes aujourd'hui où certains mécanismes sont cachés. Dans ce qu'on appelle le système de la Françafrique, ce sont des chefs d'Etat africains, y compris parmi les pires dictateurs, qui, grâce aux richesses qu'ils détournent de leurs populations, soutiennent certains hommes politiques ou certains partis occidentaux. Aujourd'hui, c'est un jeu dans lequel les élites occidentales et africaines en l'occurrence sont complices. Ce qui se passe au Mali n'est pas uniquement une œuvre de défense de la démocratie, d'autres intérêts, géopolitiques et économiques sont évidemment en jeu. C'est assez révélateur de la manière dont la France - je parle de l'Etat et du Gouvernement français - a géré ses anciennes colonies et qu'elle continue d'ailleurs à gérer aujourd'hui. Certes, une partie de la population malienne semblait appeler de ses vœux une intervention militaire extérieure contre les extrémistes islamistes. Mais il faut bien se rendre compte que cela donnera à la France encore un peu plus de poids politique et économique dans le pays.

Le néo-colonialisme prend différentes formes. Les puissances occidentales ont toujours des vues sur les richesses de leurs anciennes colonies, mais elles ne sont plus les seules à en profiter. La Colombie, par exemple est un pays pillé par toute une série de puissances extérieures et pas seulement occidentales, les pays émergents commencent aussi à jouer sur ce terrain. Le République Démocratique du Congo (RDC) est sûrement l'exemple le plus désastreux, car depuis la décolonisation, il fait l'objet de beaucoup de convoitises extérieures, ce qui alimente une guerre interminable à l'Est du pays. La RDC est complètement pillée et les gouvernements qui se sont succédés après Mobutu ne sont pas franchement arrivés à lui rendre une autonomie politique et économique. Même en ce qui concerne le budget de l'Etat, il reste très dépendant de l'extérieur.

Propos recueillis par Sabine Beaucamp

Solidarité Socialiste — FC. & D. asbl
Rue Coenraets 68 — 1060 Bruxelles
T: 32 (2) 505.40.70 / F: 32 (2) 512.88.16
www.solsoc.be / fcd@solsoc.be
000-0000054-54

**SOLIDARITÉ
SOCIALISTE**

« La vie est belle, maar 't gaat zo snel... »

Viens, voir les comédiens (qui n'ont ni statut ni travail), voir les musiciens (idem, et qui ne vendent plus de disques), voir les magiciens (dans les banques, dans les banques), qui arrivent... La belle chanson d'**Aznavour** qui fait sourire. Mais c'est fini, ça, ceux qui débarquent à l'improviste sur la place du village. Tout ça se prépare deux saisons à l'avance maintenant, à peine soutenu par une politique culturelle vacillante et un public ciblé, harcelé de courriels, histoire de dire que c'est populaire, si si, on a touché le peuple. Qui ? *Hommes d'affaires et meneurs de foule travaillent à en perdre la boule et meurent d'une maladie de cœur, c'est très rare chez les pétanqueurs – Le travail c'est la santé, rien faire c'est la conserver, les prisonniers du boulot n'font pas de vieux os.* Encore un vieux ; **Henri Salvador**. Faut croire que les jeunes ne me racontent plus rien. Ou comme un goût de déjà entendu. À moins que ce ne soit cet hiver qui n'en finit pas.

Qu'est ce qui s'est passé ? Elle est où notre innocence, la beauté des jeunes, le sourire des filles, l'impertinence des boutonneux à lunettes, l'air bravahe des méchants à veste trop large, le front haut des féministes, les montures de lunettes genre Derrick des hommes politiques, les débats interminables pour ou contre la guerre (le Mali, un nouveau Larzac ?), le fossé infini entre les jeunes et les vieux (aujourd'hui tous les mêmes), les tubes (toujours creux) qu'on chantonne sur la route des vacances, la chanson chilienne (40^{ème} anniversaire de l'assassinat d'un peuple et de son président en septembre prochain), les confitures bulgares, les objets de Belgique Chine, les chanteurs wallons contre le nucléaire, **Télex** à l'Eurovision, **Colette Magny** harcelée par des imbéciles pendant son concert à



l'ULB, les pommes vertes de l'apartheid blanc, les émouvantes photos de **Grooteclaes**, Avignon comme un bel endroit de découverte théâtrale, les chouettes festivals en été au milieu de nulle part, le Loup, le Renard et le Lion qu'on aurait tout donné pour les écouter, les copains chez qui on débarquait à pas d'heure, les concerts blindés d'**Atahualpa Yupanki**, les discussions après le **Living** au 140 ou aux Halles, les fêtes de **Pour**, les marches antimissiles (350.000 mille on était en octobre 83, plus qu'à Woodstock !), **Keith Haring** sur la plage d'Ostende, Survivre à Couvin qui mélangeait artistes connus et amateurs inconnus, la vallée de la Meuse, la nuit, où ça rougeoyait de partout, les distributions de tracts aux sorties des usines (je vous jure ; il y avait des usines partout et des femmes et des hommes en sortaient, par milliers), les débats dans les maisons des jeunes avec des militaires sur le service civil, **GAM** avec Martine, Roudoudou, Jean-Claude et les autres qui chantaient à tue-tête la rage et l'espoir et justement, l'espoir, l'espoir, l'espoir. « *La vie est belle, maar 't gaat zo snel...* ». Rendez-nous le Drapeau rouge ! Comme si il n'y avait plus de printemps à venir.

Alors, j'écoute *Allez, viens mon petit gars*, chanté par le **Double Cinq**, ça vous fout une de ces pêches ! Sans blague, essayez pour voir. Notez, si vous préférez les **Djinns** qui chantent Noël, tant qu'à faire, n'hésitez pas, ça servira toujours. À moins que *Fleur de cactus*, de **Sœur Sourire** ? (*Si le soleil et le grand vent te parlent de liberté, si le soleil et le grand vent te disent de t'évader, souviens-toi...*). Bon, allez, c'est pour rire. Notez, alors que j'écris ces lignes j'apprends le décès de **Stéphane Hessel** (plus vieux que **Salvador** et **Aznavour**) alors, allez savoir pourquoi, je dépose sur ma platine *Le chant de la libération*, chanté par **Yves Montand**, vous savez, ce morceau qui commence par un martèlement de bottes. Puis je retourne le disque, et j'écoute *Le temps des cerises*. Et à ce moment-là, j'oublie ce que je viens d'écrire et je me dis, comme **Ustinov** : *Les temps étant ce qu'ils sont, soyons optimistes, laissons le pessimisme pour les jours meilleurs.*

Et j'y retourne. Où ? À l'attaque les amis, à l'attaque de la vie ; le bordel quoi.

Daniel Adam

DÉCOUVERTES

La pertinence de l'escargot

Jean Cornil, Bernard Legros
Editions Sang de la Terre, 2013



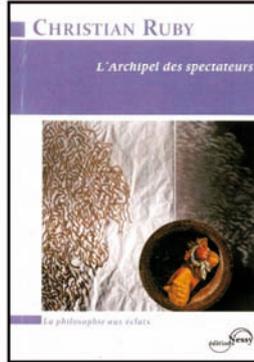
Ce livre coécrit par Jean Cornil, fidèle collaborateur d'Agir par la Culture, essayiste, ancien parlementaire et Bernard Legros, essayiste, professeur et militant associatif propose une approche toute personnelle du rapport de l'homme au temps, vivant avec

son temps, dans son temps, gavé d'une foule d'attitudes formatées qui l'accompagne. Ils partent de leur parcours de vie personnel, prenant conscience tous les deux du milieu parental et environnemental dans lequel ils ont évolué, des milieux plutôt privilégiés, du pays où ils ont pu s'épanouir, et puisent leur force et leur engagement militant, associatif et politique dans leurs années d'adolescence et leur carrière professionnelle. Ils décident à la cinquantaine accomplie de faire une mise au point, un flashback sur les événements factuels qui les ont conduits à essayer de vivre autrement aujourd'hui, tout au moins à faire en sorte de tendre vers un mode de vie moins matérialiste, plus philosophique, plus écologique, plus réfléchi, plus en paix avec soi-même. A travers des témoignages, des prises de position humaines et politiques, des sentiments forts, des convictions et engagements sincères, les auteurs nous dépeignent le contraire de la résignation, nous donnent à penser de formidables dynamiques d'action. C'est de la place de l'homme dans la nature dont il est question. Jean Cornil écrit dans un de ses chapitres : « *Nous gouvernons encore sur les schémas d'un ancien monde, mais nous avons basculé dans un nouveau monde, presque insensiblement, sans en être conscients. Le monde dans lequel nous vivons nécessite de gigantesques transformations.* » Il n'est nullement question d'imposer de manière autoritaire un modèle de décroissance, ou de donner des leçons. Tout au contraire, il s'agit bien ici d'approfondir les mécanismes d'une démocratie plus participative et directe. Un livre à l'écriture réflexive qui, au travers de situations personnelles, incite le lecteur à analyser, à prendre appui et à méditer sur son passé pour mieux appréhender la construction et la trajectoire de son avenir et celui des générations futures. (SB)

PHILO

L'archipel des spectateurs

Christian Ruby
Editions Nessy, 2012

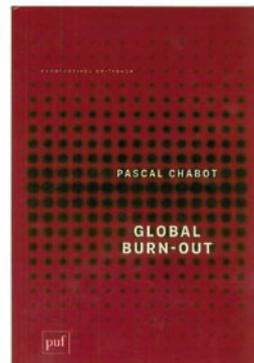


L'archipel dont il est question, c'est celui des pratiques multiples, différenciées, mouvantes, changeantes d'une figure qu'il est difficile de résumer ou réduire en une pratique mais qu'il convient d'appréhender tout ensemble : celle du

spectateur. Dans cette archéologie critique de la figure du spectateur du 18 au 20^{ème} siècle, on pointe son omniprésence actuelle : dans la politique, les arts, la télévision, le sport, face à l'histoire, à la nature et on tente de voir ce que recouvre cette notion. Ce nouvel essai de Christian Ruby, philosophe de l'art et de la culture propose une réflexion (approfondie par ailleurs dans l'ouvrage « La figure du spectateur » qui paraît parallèlement aux éditions Armand Colin) qui revient d'abord sur l'invention du spectateur au cours du 18^{ème} siècle. Sont retracées les origines du mépris qui peut exister à son égard et ses sources de légitimation. Le spectateur souvent présenté comme aliéné par l'industrie culturelle et réduit à un consommateur de médias peut en réalité s'avérer combatif sous de multiples modalités. Une critique de la critique du spectateur contemporain. (AB)

Global burn-out

Pascal Chabot
PUF, 2013



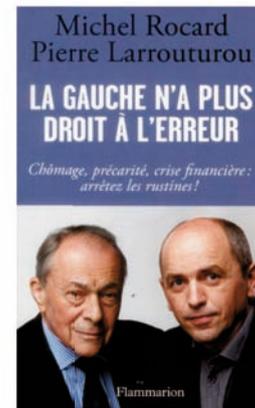
Pascal Chabot est un jeune philosophe belge dont « Les sept stades de la philosophie », son précédent livre, constituait un véritable ravissement pour tous ceux qui vagabondent sur le chemin existentiel de la philosophie. Le plaisir fin et subtil de sa pensée, qui se déroule comme un funambule des concepts et des auteurs, se poursuit à la lecture de Global burn-out, cette pathologie de civilisation.

Comment enrayer le découragement qui guette face aux impasses de notre modernité ? Comme une pharmacologie, Pascal Chabot, nous propose des pensées de reconstruction, tels l'équilibre et le pacte pour devenir un peu moins fidèle au système. Sans avoir l'air d'y toucher, tout dans les marges et en nuances, c'est un appel à une profonde métamorphose existentielle et sociétale. Absolument salutaire en ces temps de basculement de l'histoire. (JC)

POLITIQUE

La gauche n'a plus droit à l'erreur

Michel Rocard et Pierre Larrourou
Flammarion, 2013.



Crise de droite, solutions de gauche. Tel est le résumé de ce très stimulant et décapant livre de Michel Rocard et Pierre Larrourou, un ouvrage de politique concrète et pragmatique aussi enthousiasmant, tant sur le plan des analyses intellectuelles que sur

celui des propositions opérationnelles. Une grille lumineuse d'interprétation de la crise qui nous bouleverse depuis quatre décennies. C'est le mérite majeur de ce livre que d'y mélanger le recul historique, la géopolitique (les inquiétantes évolutions entre la Chine et les USA), la crise vertigineuse des écosystèmes, les métamorphoses de la question sociale, les origines de la crise financière. Le tout dans un style pédagogique, s'appuyant à la fois sur des graphiques simples (ceux du chômage, de l'investissement, de la dette) et des situations vécues de souffrance sociale.

La thèse principale ? La crise financière et celle de la dette (de l'Etat, des entreprises, des ménages) tire sa source dans la gigantesque inégalité dans la répartition depuis 40 ans des gains de productivité et des bénéfices de toutes les activités économiques. Les plus-values, les profits n'ont pas été redistribués proportionnellement aux travailleurs, aux actionnaires, aux investisseurs. Ils ont été captés pour gonfler les dividendes, les primes faramineuses, les revenus des dirigeants et des hauts cadres. Conséquences : pour maintenir le pouvoir d'achat, les pouvoirs publics et les ménages se sont endettés pour nous conduire à la crise de surendettement que nous traversons aujourd'hui. Ni les

salaires, ni les investissements n'ont suivi la courbe des bénéfiques. Si la redistribution eût été plus équilibrée, l'actuelle crise de la dette n'existerait pas.

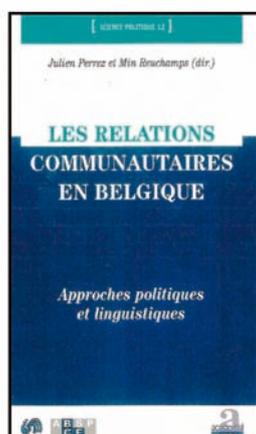
Le livre a aussi le mérite de faire des propositions concrètes. Certaines sont simples et tirent leur inspiration dans les réponses apportées en leur temps par Roosevelt, Keynes et Beveridge. Le collectif Roosevelt 2012 en a mis une quinzaine en exergue. D'autres propositions sont plus audacieuses et rencontrent l'enjeu historique de la préservation de la biosphère. Une seule question pour terminer : qu'attend la gauche, certes dans des configurations nationales très diversifiées, pour s'emparer de ces analyses et de ces recommandations et en faire le socle du vrai combat contre le capitalisme et les crises qu'il va continuer à générer ? (JC)

Les relations communautaires en Belgique

Approches politiques et linguistiques

Julien Perrez et Min Reuchamps (dir.)

Academia, L'Harmattan, 2012



Cette étude croise de manière originale linguistiques et sciences politiques pour mieux identifier, au travers des mots et discours en circulation, les représentations qui s'entrechoquent depuis des décennies autour de ce qu'il est à présent convenu d'appeler le « conflit communautaire »

entre néerlandophones et francophones de Belgique. Croisant analyses quantitatives et qualitatives, elle se base sur le vocabulaire utilisé dans les différentes réformes de l'Etat (textes de lois et discours politiques), la parole des citoyens ou encore les débats médiatiques emblématiques. Ce sont les discours sous-tendus qui sont révélés, notamment le pouvoir de la métaphore : par exemple le fédéralisme comme machine (folle ou en panne), comme mariage (d'amour, de raison, forcé, ou proche du divorce). L'usage de ces métaphores permet tous les filages : un divorce coûte cher, une machine peut se casser ou être réparée... Les mondes qu'elles créent, la manière dont les problèmes sont posés (et les solutions suggérées) participe d'une « guerre des mots », souvent élaborée dans les univers politiques. Des mots qui percolent ensuite (ou non) au sein des citoyens « ordinaires ». On peut mesurer comment la politique façonne la langue qui influence la politique en retour.

L'exemple du traitement du débat autour de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, analyse

menée par Dave Sinardet, montre comment nos médias, qu'ils soient francophones ou néerlandophones, assurent une absence total d'un réel « débat fédéral sur des questions d'ordre fédérale ». Outre le fait que cette recherche embrasse à égalité le discours des deux communautés sans parti pris, elle a un autre grand mérite puisqu'elle ne se cantonne pas à la situation belgo-belge. Ainsi, la situation de l'Ecosse indépendantiste face au Royaume-Uni, la « paix des langues », un statu-quo ambigu, en Suisse qui voit coexister deux communautés s'entendant bien car ne se comprenant pas, ou encore la situation canadienne et sa minorité francophone où deux communautés, indifférentes l'une à l'autre, coexistent en deux « solitudes » sont autant d'échos à notre situation. De la hauteur et les moyens d'expliquer ce qui se joue hors du champ habituel et limitatif de la sphère médiatico-politique. (AB)

www.editions-academia.be

Debout l'Europe !

Daniel Cohn-Bendit, Guy Verhofstadt

Actes Sud, André Versaille éditeur, 2012



En ces temps d'impuissance de l'Europe à dépasser les intérêts strictement nationaux de ses membres, comme l'a démontré le sommet budgétaire de février dernier, le petit livre de Guy Verhofstadt et Daniel Cohn-Bendit résonne d'autant plus fort. Sans partager, loin de là, tous les propos de ces deux responsables politiques aux parcours radicalement différents, il y a dans ce manifeste pour une Europe fédérale une force de conviction peu commune. Et qui est exactement à l'opposé des perspectives actuelles de Bruxelles et de Strasbourg. Le propos est relativement convaincant sur l'Europe institution-

nelle et la crise environnementale. Il l'est moins sur l'Europe sociale et fiscale. Un entretien avec Jean Quatremer approfondit le propos et apporte une vraie vision pour le futur de notre continent. Il y en a d'autres plus à gauche. Mais nul ne pourra plus dire que le devenir écolo-libéral, ou le capitalisme repeint en vert, des 27 n'a pas été théorisé. (JC)

Mouvements sociaux et démocratie

Des sociétés civiles en ébullition

Numéro HS21, Décembre 2012

Revue Politique



Fruit d'une nouvelle collaboration entre Solidarité Socialiste et l'agence de presse InfoSud, ce numéro hors-série de la Revue Politique trouve son inspiration dans l'émergence de mouvements sociaux aux quatre coins du globe à partir de 2008 et jusque en 2012 : printemps arabes, Indignés espagnols, révolution érable et autres Anonymous... Différentes formes d'expression mais qui traduisent toutes de profondes fractures dans l'ordre socio-politique mondial.

Au travers de cas concrets et de témoignages d'acteurs privilégiés de ces bouleversements sur les différents continents, c'est le rôle des mouvements sociaux et de la société civile dans les processus de démocratisation des Etats qui est au centre du débat. (PB)

Disponible sur commande (mail : fcd@solsoc.be ou téléphone : 02 505.40.70 auprès de Solidarité Socialiste au prix de 4€.

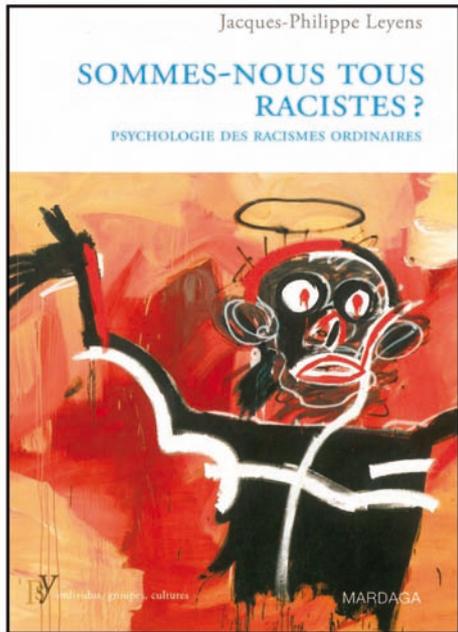
RACISME

Sommes-nous tous racistes ?

Psychologie des racismes ordinaires

Jacques-Philippe Leyens

Editions Mardaga, 2012



Selon Jacques-Philippe Leyens, professeur émérite de l'UCL à Louvain-La-Neuve en psychologie sociale, oui, nous serions tous racistes ! Son ouvrage est interpellant. Il propose une lecture inhabituelle : il n'est en effet pas banal d'affirmer haut et fort que nous sommes tous racistes. Les individus ont plutôt tendance à dire que par définition, ils ne le sont pas. Dans ce livre, il défend l'idée que nous pouvons être racistes envers n'importe quel groupe. Ses convictions que le racisme est quasi universel sont donc basées sur une interprétation de recherches fiables et cohérentes. Si cette interprétation n'est pas farfelue, Jacques-Philippe Leyens, en écrivant ce livre si convaincu de ses recherches, ne veut en revanche surtout pas servir d'alibi, ni de recette, à des lecteurs qu'ils espèrent critiques. Il écrit avec la conviction que les conséquences les plus néfastes du racisme disparaîtront ou diminueront si l'on accepte tout d'abord ce côté nauséabond de notre personne. Se battre contre ce que l'on ignore ou occulte est totalement vain. Améliorer ses faiblesses commande qu'à tout le moins on soit conscient de ses déficiences.

Il n'est pas facile de se plonger d'emblée dans cet ouvrage, tant il a un côté dérangeant et osé, car on y lit des témoignages et expériences qui nous parlent ou nous interpellent. Mais il met singulièrement à plat, preuves scientifiques à l'appui nos modes d'actions et de pensées qui, il faut bien le dire, ne sont pas toujours des modèles d'exemplarité. Un langage différent qui déstructure nos façons d'agir

et porte à réflexion. Jacques-Philippe Leyens a reçu en 2002 la plus importante distinction européenne en psychologie sociale, le prix Henri Tajfel, pour la qualité de ses travaux et sa contribution à la discipline. Un ouvrage intéressant, dans sa manière d'aborder la question du racisme, même s'il ne mettra pas tout le monde d'accord, loin s'en faut ! (SB)

ROMAN

Sous un ciel qui s'écaille

Goran Petrovic



Les Allusifs, 2010

Sous un ciel qui s'écaille, dénommé par son auteur Goran Petrovic « cinéroman », pourrait paraître farfelu et léger, mais dévoile une société serbe en proie à son histoire... et à l'Histoire. Dans une petite ville de province, Kralievo, un cinéma aux références mythologiques (il s'appelle l'Uranie !) est construit. Parmi les multiples personnages du roman, un projectionniste coupe des morceaux de pellicule dans le but de réaliser son propre film composé de ces rushs remontés selon une logique propre. Et le livre est un peu comme cela : il donne l'impression de juxtaposer les spectateurs d'un film, pour former une société complexe, avec chacun ayant son histoire propre, à travers l'histoire autant imaginaire que réaliste de la Serbie au XXe siècle.

Dans une langue riche et légère, à la Rabelais ou Gogol, faites une excursion en ex-Yougoslavie, le voyage vaut le détour ! (A-L C)

www.lesallusifs.com

POP/ROCK

David Byrne & Saint-Vincent

Love This Giant

4AD/Beggars, 2012



Trente-cinq ans après le premier album des Talking Heads, David Byrne figure de la scène new-yorkaise revient avec un duo très cohérent sur lequel les cuivres sont om-

niprésents et auxquels se greffent programmations électroniques et pop atypique. Le sexagénaire propose aujourd'hui un disque réalisé conjointement

avec la jeune chanteuse et guitariste St-Vincent (de son vrai nom Annie Clark, amie de Bon Iver d'Arcade Fire). L'album « *Love This Giant* » propose douze compositions pétillantes et tonifiantes. La présence constante d'une section de cuivres est très plaisante. Les deux chanteurs se partagent assez rarement le micro, c'est incontestablement la voix de l'auteur de *Road to Nowhere* qui prédomine. David Byrne n'a rien perdu de son enthousiasme, de sa curiosité légendaire ce qui lui permet de collaborer aisément avec une musicienne de trente ans sa cadette. Album à ne pas laisser filer ! (SB)

Frustration

Uncivilized

Born Bad Records, 2012



Frustration sort avec « *Uncivilized* » leur 3^{ème} album. Les Parisiens continuent de décliner leur cold postpunk et à constituer un espace de rencontre entre Joy Division,

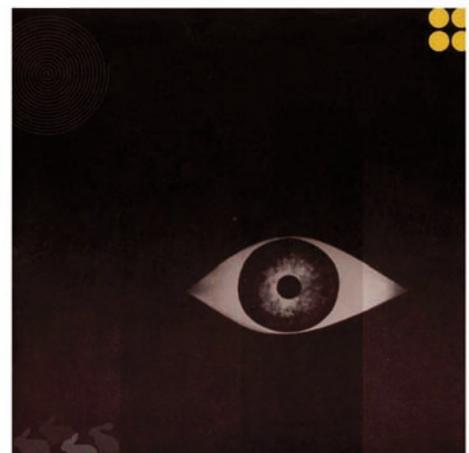
Wire ou The Fall. On n'en finit plus de savourer un par un tous ces groupes de la « nouvelle vague française » du rock au milieu des Cheveu, Feeling of love, JC Satan, Magnetix, The Dreams, et autres Scorpion Violente. Frais et addictif. (AB)

www.myspace.com/_frustration

Death and Vanilla

Death and Vanilla

Kalligramtoron / Hands in the dark, 2012



Le duo suédois Death and Vanilla sort un album éponyme et propose 40 minutes de « twee pop » (pop mignonne) douce, étrange et totalement intemporelle qui les placent comme dignes héritiers des très regrettés Broadcast (et dont, d'ailleurs, le « *Berberian Sound Studio* », quasi album posthume qui sort en ce moment vaut vraiment le coup, on y

entend le chant de feu Trish Keenan). En fait, plus qu'héritiers, Death and Vanilla sont les continuateurs d'un mouvement qui s'abreuve à des sources tels que les groupes cultes White noise ou The United States of America, les précurseurs de l'électro psychédélique comme la géniale Delia Derbyshire ou encore les bandes-son des *giallo* italiens des années 70. C'est tout simplement beau, très très très doux et ça colore les hivers les plus gris. (AB)
<http://deathandvanilla.bandcamp.com>

Django Django

Django Django
 Label Because Music, 2012



Ce nom n'est pas sans évoquer celui d'un célèbre guitariste de jazz belge, pourtant c'est plutôt du côté de la Californie des années 60 que les Anglais de

Django Django puisent leurs influences. Django Django ce sont quatre Écossais qui se sont formés en 2009 et qui composent une pop entraînante, psychédélique et garage, mais aussi électro. Leur premier album éponyme n'est pas sans rappeler les accents musicaux du groupe culte The Residents ou encore de rock mélodique comme les Beach Boys. Default est l'une de leurs plus belles plages. (SB)

Here we go magic

A different ship
 Secretly Canadian, 2012

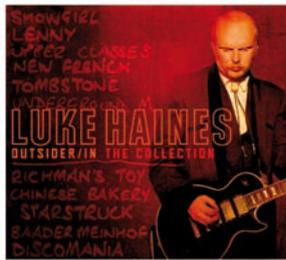


Assembler pop-folk avec un peu d'électro, une rythmique entêtante virant krautrock, littéralement « Rock du chou » est assez osée. Plus sérieusement ce courant musical est apparu en Allemagne à la fin des années 1960, considéré comme un sous-genre du rock progressif, très orienté musique électronique : Tangerine Dream et Kraftwerk en sont des référents certains. Le *krautrock* sera l'une des principales influences de l'ambient, du post-rock ou encore du New Age. Here We Go Magic est un groupe de rock indépendant, créé à New York, aux États-Unis, en 2008, par le chanteur Luke Temple, ils se jouent et se revendiquent de ces influences *krautrock*. Les très belles plages *Alone but Moving*, et *Over the*

Ocean, nous transporte dans un univers fantasque, on s'enivre presque à trop les écouter. Cette musique vous fait tourner la tête ! Un disque personnel et franchement pas mal du tout. A découvrir ! (SB)

Luke Haines

Outsider/in collection
 EMI, 2012



Luke Haines est un musicien britannique, auteur-compositeur, il a été également le leader du groupe de rock « The Auteurs ».

Ensuite, il a poursuivi une carrière en solo. En novembre 2012, il sort un double CD de 34 titres dont quelques raretés issues de singles mais aussi de son étrange collaboration avec Mike Paradinas (The Auteurs). Album teinté de nostalgie en référence et en clin d'œil à l'ambiance musicale particulière de « The Auteurs ». Les petits bruitages et interférences musicales qui ont marqué leur temps y sont bien présents. De plus cet album nous fait mesurer tous les talents d'écriture de cet auteur-compositeur hors pair. Une chouette redécouverte en perspective. (SB)

Joan Baez

Joan Baez
 Vanguard Masters, 2012 (rédit. 1960)



Il s'agit d'une version remasterisée du premier album de la chanteuse paru en 1960. Avec cet album on voyage à travers le temps, Joan Baez

devient leader du renouveau des voix folk des années 60 et 70. Elle fut durant longtemps la compagne de Bob Dylan. Ils ont souvent échangé et composé des morceaux plus politiques pour l'un comme pour l'autre. Artiste engagée et soucieuse de délivrer un message de paix et de liberté, contre la guerre et l'injustice, elle sera notamment une amie et supportrice du pasteur Martin Luther King. Son titre le plus connu en France est « Here's to you » sorti en 1971. Joan Baez a chanté a capella « Le déserteur » de Boris Vian lors d'une tournée européenne en 1980. Ses chansons font référence à des causes engagées comme : les marches pour les droits civiques sur Washington, les manifesta-

tions antiségrégationnistes de l'Alabama, ou pendant la guerre du Vietnam. Elle reste aujourd'hui l'un des symboles musicaux de la « révolution américaine » des années 60. A découvrir pour les plus jeunes d'entre nous ou à réécouter pour les papy du rock ! (SB)

An Pierlé

Strange days
 Pias, 2013



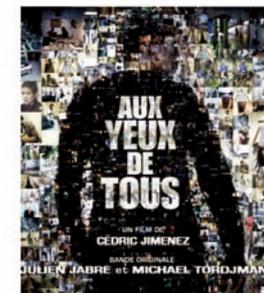
Quatorze ans après son premier album « Mud Stories », An Pierlé revient au piano-voix à peine coloré de quelques arrangements minimalistes. Un retour aux sources ?

Simplement une belle opportunité de proposer des chansons très intimistes, une envie de se redécouvrir, de s'affirmer en tant qu'auteure-compositrice. Un défi qu'elle se lance, une façon de rester elle-même, ne pas se perdre. Une manière de parler de choses qui lui sont chères, son nouveau statut de mère, des atrocités de la Première Guerre mondiale. Un album finalement tout en frisson et en authenticité. Une approche musicale intéressante. Lire son interview sur le site du magazine. www.agirparlaculture.be (SB)

CINE/DVD

Aux Yeux de tous

Un film de Cédric Jimenez
 2012



673 000 caméras de surveillance et des millions de webcams en France. Un hacker anonyme a piraté toutes les caméras de Paris et observe la ville à son insu. Voilà le décor est planté,

nous assistons alors à un cinéma qui se veut résolument contemporain. Son réalisateur Cédric Jimenez, producteur, réalisateur nous fait découvrir un cinéma ambitieux, moderne et si particulier. L'histoire montre comment derrière les caméras de surveillance, un jeune homme voit tout, les petits délits comme les moments d'intimité, tout défille à une allure vertigineuse. Un beau jour, il assiste à un attentat qui dévaste littéralement la gare d'Austerlitz. La police traque un groupe satellite d'Al-Qaïda, mais elle fait fausse route. Le jeune

Hacker a, quant à lui, les images de l'explosion et il sait pertinemment qu'Al-Qaïda n'est pour rien dans cet acte terroriste, il décèle clairement un jeune couple, auteur de l'attentat. A l'aide des caméras de la ville, il décide de poursuivre ce couple : intimidation, incompréhension, interrogations vont le mener dans un terrible engrenage, s'en sortira-t-il ? Un thriller urbain, angoissant qui ne verse jamais dans la parano qui raconte une histoire par le seul biais des caméras. Un style inhabituel qui marque une nouvelle façon de filmer. (SB).

De bon matin

Un film de Jean-Marc Moutout
2011



Le film du réalisateur-scénariste aborde les thèmes de la rupture dans la socialisation et les souffrances au travail. Paul interprété par Jean-Pierre Darroussin, chargé d'affaires met en scène un homme qui de bon matin, un moment particulier de la journée où tous les possibles semblent ouverts, se lève, fait sa toilette, délaïsse sa voiture et décide de prendre le bus, arrive au bureau sort son arme et abat de sang-froid son directeur et son jeune collègue qu'il a par ailleurs formé lui-même. Voici le point de départ du film, lui-même inspiré d'un fait divers survenu à l'été 2004. Ce film

raconte la trajectoire professionnelle du personnage principal, en même temps que celle des relations sociales dans lesquelles il s'inscrit. Jean-Marc Moutout ne cède pas à une simple dénonciation de la souffrance au travail dans son scénario. On le sait à présent, cet état n'épargne pas les cadres. Il s'attache à montrer, comment le travail peut aussi bien être un lieu de construction de soi autant que de destruction. Nous sommes devant un film grave dépeignant la descente aux enfers, les techniques de harcèlement, d'humiliation et d'infra-humanisation d'un cadre. « De bon matin » montre comment chacun collabore inconsciemment à l'injustice économique et sociale, participant par-là même à l'apologie de la performance. (SB)

La fin du silence

Un film de Roland Edzard
2011



« La Fin du silence » est un drame, un thriller franco-autrichien, un film paysager. Nous nous projetons au cœur des Vosges, avec la sensation presque réelle du froid humide de cette forêt qui absorbe les bruits, la lumière et les sentiments. Il faut dire que le réalisateur du film Roland Edzard, passe du statut de plasticien à la mise en scène cinématographique. La plastique

est donc plaisante. Par ailleurs, le scénario, les personnages sont loin d'être aussi réussis. L'histoire raconte les rapports compliqués d'un jeune adolescent avec ses parents et un couple de voisin dont on ne saisit pas franchement le rôle avant le dénouement final. Ce fils turbulent, violent, qui se rend antipathique, aux gestes imprévisibles est au centre du conflit familial. On a parfois l'impression que ce conflit familial « arrangé » n'existe que pour précipiter les personnages dans la nature, les forcer à courir, tomber, s'enfoncer imprudemment dans les bois. Roland Edzard a concocté une étude psychologique expérimentale forte, fasciné qu'il est par la domination de la nature envers les hommes. (SB)

Somville, un artiste parmi les hommes

Un documentaire de Jean-Christophe Yu,
Image Création.com, 2012



Très beau film de Jean-Christophe Yu sur le peintre Roger Somville qui a su avec brio intégrer son art dans les combats de son époque pour un avenir meilleur de l'humanité. La quintessence de la peinture engagée au service de la plus noble des causes. Rare et captivant. (JC)

AGIR PAR LA CULTURE N°33

Une publication de Présence et Action Culturelles ASBL – 8, rue Joseph Stevens - 1000 Bruxelles – Belgique - www.pac-g.be - N° Tél : 02/545 79 11
Tirage : 11.500 exemplaires, PEFC-Certifié – Cette brochure est issue de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

Editeur responsable : Yanic Samzun.

Rédacteur en chef : Aurélien Berthier - aurelien.berthier@pac-g.be – 02 545 77 65

Equipe rédactionnelle : Sabine Beaucamp, Jean Cornil, Denis Dargent, Marc Sinnaeve.

Ont participé à ce numéro : Daniel Adam, Pascale Bodinaux, Léo Charond, Anne-Lise Cydzik, Nathalie Misson, Pierre Thelismar, Antoine Tshitungu Kongolo, Arnaud Zacharie

Crédits photographiques : Nathalie Caccialupi, André Delier, Véronique Vercheval

Lay-out : Nino Lodico.

Abonnement : Maria Casale.

Pour recevoir gratuitement AGIR PAR LA CULTURE par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, prière de contacter Maria Casale par mail (maria.casale@pac-g.be) ou par téléphone (02/545 79 11) ou de vous rendre sur le site www.agirparlaculture.be

Le contenu des articles n'engage que leur(s) auteur(s). Tout les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, vous pouvez consulter, faire modifier vos informations de nos fichiers d'abonnés ou vous opposez à leur utilisation.

Cette publication reçoit le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles, de la Loterie Nationale, de la Région wallonne et de l'Agence du Fonds social européen.



FESTIVAL

DE CHAIR ET D'ACIER



EMPREINTES

LES SIDÉRURGISTES DANS LE BASSIN DE CHARLEROI

EXPO GRATUITE + CONCERTS,
PERFORMANCES, PROJECTIONS...

Au Rokerill
29.03 > 27.04
**MARCHIENNE-
AU-PONT**

RUE DE LA PROVIDENCE 136
WWW.PAC-CHARLEROI.BE
WWW.ROCKERILL.COM
0479/23.58.74

Une initiative de  
Agir par la Culture

Avec le
soutien de

